

n° 689 du 7 au 14 février 1976 ● 3 F 50  
Hebdomadaire du parti socialiste unifié

# tribune



## socialiste

# socialistes et communistes aujourd'hui .

### Au sommaire de ce numéro

- FRANCE :** discours de gauche et concurrence de droite.
- ITALIE :** au congrès du PDUP, les révolutionnaires et la question du pouvoir.
- URSS :** Pliouchtch, ce n'est qu'un début.
- PORTUGAL :** document exclusif, Otelo de Carvalho avant son arrestation, s'entretient avec J.P. Faye.

## Sommaire

### POLITIQUE :

être présents aux cantonales .....p.4  
Ville plan : premières manœuvres .....p.5

### SOCIAL :

les armes des travailleurs .....p.6  
Lip c'est pas un cadeau, Giscard .....p.7  
immigrés : les bonnes œuvres du BAS .....p.8  
agriculture : les chercheurs de l'IURA s'interrogent .p.10

### CADRE DE VIE :

Jardin des Plantes : tous ne mourraient pas .....p.11  
la malfaçon de vivre .....p.11

### NUCLEAIRE :

l'avenir qu'ils nous préparent .....p.12 et 13

### UNIVERSITE :

le testament de Soisson .....p.14

### FEMMES :

des militantes du Miac inculpées .....p.15

### INTERNATIONAL :

Italie : congrès du PDUP .....p.16  
une délégation du PSU à Alger .....p.17  
Portugal : Otelo de Carvalho parle .....p.18 et 19  
Pliouchtch libéré : ce n'est qu'un début .....p.23

### SOCIETE :

la secte Moon .....p.21

### CULTURE :

note de lecture : profondément novateur .....p.22  
théâtre : grand peur et misère d'une société .....p.23

# DU NOUVEAU A TS OU NOUVEAU TS ?

La nouvelle formule, voilà bientôt six mois que l'on en parle. Nous pouvons annoncer maintenant que la situation évolue.

Le journal se présentera sur 20 pages, avec un papier plus épais. Il est acquis qu'il sera allégé dans son contenu et dans la formulation employée.

Un rédacteur en chef vient d'être engagé pour réorganiser le journal. Sa tâche sera principalement d'animer un comité de rédaction et de maintenir la conception du journal tournée vers l'extérieur.

Le style, le langage et l'aération feront l'objet d'un effort plus particulier. L'équilibre de cet effort avec les articles de fond nécessaires à une presse de Parti et les mini-informations actualisant la vie régionale et nationale, devra être trouvé.

Dès maintenant, il est demandé à tous de participer à la vie de TS en envoyant les informations de ce qui se passe là où vous vous trouvez.

Dès maintenant, il est important que vous fassiez un effort pour prendre en charge la situation financière du journal. Faites des ventes aux enchères de vos caleçons, bérets, porte-chaussettes, etc. Démerdez-vous, il nous faut du fric, c'est le nerf de la guerre.

Dès maintenant, préparez-vous à lancer une campagne de vente, d'abonnements et des numéros de la nouvelle formule. Très prochainement, nous vous donnerons la date d'échéance de la sortie du prochain n° vous aurez à votre disposition du matériel de lancement.

Alors N'OUBLIEZ PAS ! DES MAINTENANT, ENVOYEZ DU FRIC (mettez sur l'enveloppe Trésorerie), CCP : 140 20 40 — PARIS, DES INFORMATIONS ET LES JOURNAUX LOCAUX (mettez sur l'enveloppe « nouvelle formule »).

POUR UN TS qui FASSE BOUM nous ferons l'effort tous ensemble pour qu'il soit véritablement nouveau et original dans les publications de presse de partis.

J.Pierre SALLET  
futur rédacteur en chef  
de la nouvelle formule.

## Les bons exemples sont toujours à suivre

Au cours de notre réunion de sympathisants du 23 Janvier dernier, nous avons récolté 420 F pour le soutien à « Tribune Socialiste »

Ci-joint un chèque bancaire de cette somme, et les talons des bulletins de souscriptions... Pour servir éventuellement à la publicité réservée à cette affaire...

Paris le 18.1.76  
Jean Ruel  
le trésorier de la fédération  
de la région parisienne

## Calendrier politique

### Meeting PSU

Le 15 février à Saint-Brieuc, congrès fédéral avec Victor Leduc.  
Le 17 février à Saint-Nazaire, avec Michel Mousel et Baudoin Rochebrune.  
Le 18 février à Nantes, avec Michel Mousel et Baudoin Rochebrune.  
Le 20 février à Nevers avec Michel Fiant.

### Armée

Pour la libération des soldats et militants emprisonnés, réunion-débat sur les thèmes suivants : la justice militaire ; le rôle de l'armée dans la société capitaliste ; les organisations dans l'armée ; l'objection de conscience. Le mercredi 11 février à 18 h 30 à la Bourse du Travail de Levallois, 140, rue Marius Aulan, Levallois, m° Pont de Levallois.

### Ciné-Club

L'association des amis de la Canaille lance un ciné-club. Le 12 février à 20 h 30, 7, rue de Lions Paris 4<sup>e</sup> : *Dans la Chaleur de la nuit* de N. Jewison — Débat sur l'Afrique du Sud — Buffet — Prix : 6 F.



**Direction politique :** Alain TLEMEN  
Ont collaboré à ce numéro : G. Briserge - C. Caillou - M.F. Chailleux - F. Desmoulins - M. Camouis - J.P. Faye - M. Fiant - C. Guerche - M. Guillien - J.J. Lebras - F. Leclerc - S. Lylan - J. Mendelson - M. Mousel - M. Najman - D. Nores - P. Oriol - G. Perrin - C. Piaget - Y. Sparfel - J. Thibault - A. Tlemcen - C.M. Vadrot - C. Weiss - C. Welger.

**Rédaction :** 566.45.64 - **Administration :** 566.45.37 - **Publicité :** REGIE-INFORMATION (770.40.18)  
Distribué par les N.M.P.P.  
Imprimerie d'HEBDO-T.C.  
Cadet Photocomposition - 75009 Paris

**Secrétariat de rédaction :** Monique GRIMA

**Maquette :** Chantal LENDER

**Secrétariat - Documentation :** Marie-Françoise CHAILLEUX

**Dir. publ. :** André BARJONET  
9 RUE BORROMEE 75015 PARIS

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande avec 3 F en timbres. Indiquer la nouvelle adresse complète.

**Abonnement :** 100 F pour un an ; 60 F pour six mois. Soutien : 150 F

## Antirouille n° 3 est paru

Très chouette et très sympa, un journal fait par des jeunes, (le benjamin de l'équipe a 16 ans, le plus « vieux » 29), pour des jeunes, il donne envie d'être lu par tous.

Au sommaire du numéro de février : armée : des soldats parlent : un dossier « je quitte mes parents » : une école pour choisir : bandes dessinées : Le Golf Drouot : Faire un haut-parleur : poèmes, un conte fantastique et beaucoup beaucoup d'autres choses.

Réclamez-le dans les kiosques : 5 F. Abonnement : 10 numéros (un an) : 40 F. 15, rue Klock, 92110 Clichy.

2 dessins : marc desmoulins, J.P. cagnat.

# Et la dictature du prolétariat ?

Qu'y-a-t-il au bout du tunnel ? On en voit peut-être la fin, mais on nous attend à la sortie, déclarait récemment José Bidegain, exprimant là certainement l'inquiétude d'une bonne partie du patronat. Le gouvernement n'a jusqu'à présent convaincu personne — et pas lui-même — qu'un audacieux viaduc allait permettre de franchir les nouveaux obstacles qui se profilent à l'horizon.

Ils sont nombreux. Même en admettant — ce qui est très discutable — que les indices de reprise se confirment dans les mois à venir, rien n'annonce un infléchissement du chômage, si ce n'est les misérables trucages statistiques du délégué à l'emploi. Les pressions inflationnistes se font à nouveau très fortes, à commencer par la revendication patronale de levée du contrôle des prix. Et d'autres nuages s'annoncent. Celui du commerce extérieur : il y a des choix politiques qui se paient très cher — le dernier exemple algérien est là pour le prouver — et, à soutenir systématiquement les régimes les plus réactionnaires, on se condamne à se spécialiser dans la vente d'armes. Également celui du financement des dépenses publiques, Sécurité sociale incluse : les années d'immobilisme du Giscard de la rue de Rivoli se retournent contre celui de l'Élysée.

Sur un point au moins, pouvoir et patronat sont d'accord : la solution ne peut être trouvée que sur le dos des salariés. Ce n'est pas une clause de style rituelle : l'un des seuls éléments invariables des travaux préparatoires au VII Plan, c'est la nécessité — affichée ! — d'une croissance des profits supérieure à celle des salaires, ou de l'ensemble des charges salariales si l'on inclut le financement de la Sécurité sociale par les employeurs. Comme cela, tout le monde est prévenu.

De là à imaginer que pouvoir et patronat sont globalement d'accord, que la rébellion du CNPF n'est que de la mise en scène, il n'y a qu'un pas qu'on serait tenté de franchir allègrement. Et l'on aurait bien tort. Car, si l'ennemi est clairement désigné à travers la volonté commune d'instituer une police des salaires, la stratégie, elle, n'est pas fixée. Les capitalistes français divergent sur celle qu'il convient d'adopter. Ils sont bien d'accord pour affirmer que ne remplaceront les arbitrages nécessaires, ni les déclarations générales sur une croissance forte (encore faudrait-il dire comment), ni les projets fumeux de réforme de l'entreprise (alors qu'il faut la consolider), ni l'humanisme de service sur le travail manuel (la question sérieuse, c'est la productivité). Non : le choix doit porter entre une reprise lente, avec renforcement de

l'austérité, axée sur le redressement de la compétitivité internationale et une restructuration accélérée, ou un redémarrage plus appuyé sur le marché intérieur, plus inflationniste et supposant donc des coups de frein périodiques. En attendant, il importe que le patronat fasse front.

Cette alternative présente des risques de tous les côtés, qui obscurcissent les perspectives politiques. C'est pourquoi, faute de choisir maintenant, le pouvoir pare au plus pressé : c'est, d'une part, l'instauration du climat de répression et d'insécurité que nous connaissons bien ; de l'autre, la mise en ordre de bataille pré-électorale de la majorité présidentielle que l'on conforte tant bien que mal en raclant les fonds de tiroir du « centrisme ».

La gauche doit-elle entrer dans ce jeu ? Nous avons dû batailler dur pour qu'elle n'esquive pas la riposte à la répression, et il y a encore fort à faire. Pour le reste, la tendance est à reporter, sur les échéances électorales, l'affrontement avec le pouvoir en place. Le discours du PCF est tout entier tendu vers cet objectif — à cette nuance près que sa propre identité le contraint à décoller le moins possible des réalités ouvrières. Le PS, lui, est moins em-

barrassé. François Mitterrand n'a pas hésité à présenter un plan économique qui n'est rien d'autre que le programme d'un chef de gouvernement en puissance. L'axe essentiel en est la restructuration des secteurs-clés de l'industrie française, la création de vastes groupes de taille internationale, la contribution des finances publiques s'effectuent sous la forme de participations en capital. S'il y eut jamais projet néo-capitaliste, en voilà au moins un qui ne fait guère de doute. Et la référence, d'un côté aux nationalisations du Programme commun, à une « perspective d'auto-gestion » de l'autre, ne suffit guère à atténuer la clarté de l'objectif.

Voilà évidemment des raisons un peu moins hautement théoriques pour le PS de critiquer l'« Union du peuple de France » que celles du rapport Jospin. Si un gouvernement de gauche doit s'orienter dans la voie décrite par le premier secrétaire du PS, le moyen ne s'en trouve pas dans une alliance des couches antimonopolistes sur une base nationaliste. On n'est pas très loin du débat qui agite les capitalistes eux-mêmes. D'ailleurs, si Lionel Jospin se livre à une critique « de gauche » de l'alliance fourre-tout préconisée par les communistes, il se garde bien de définir une au-

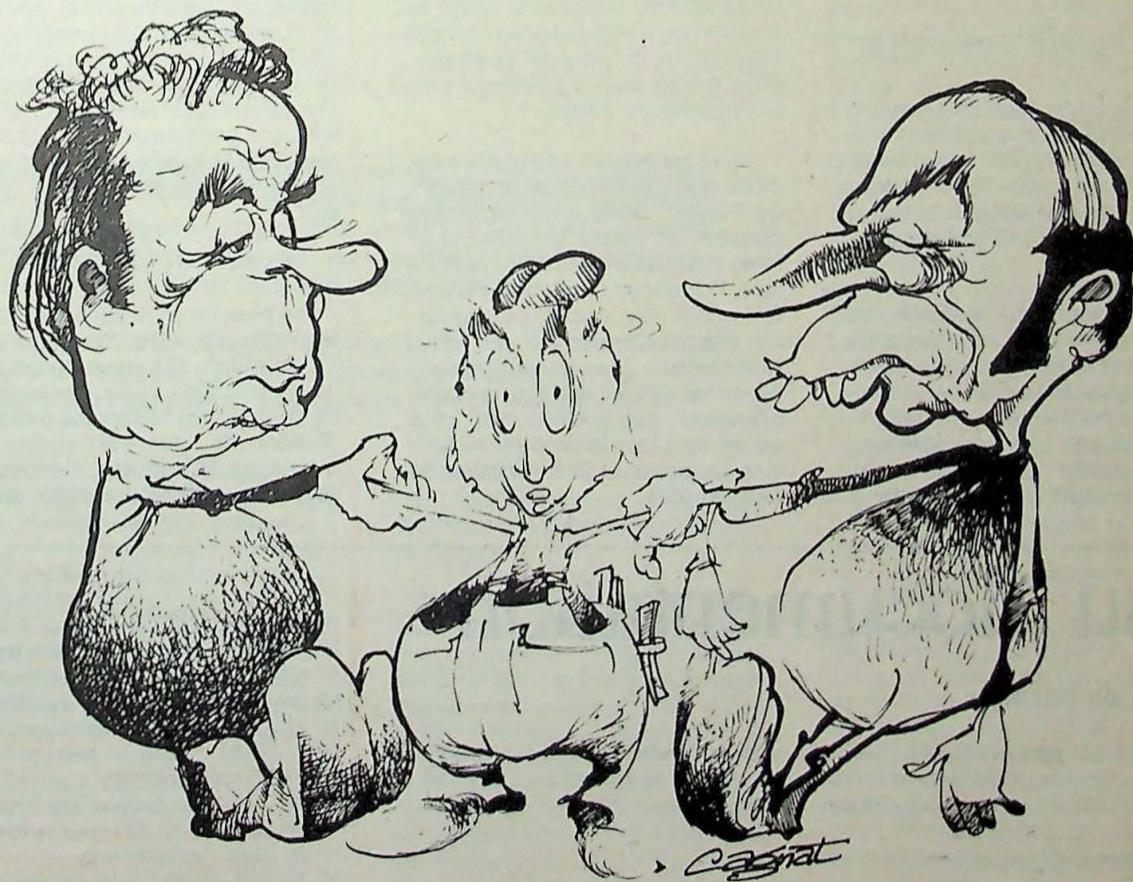
tre alliance de classes, décrétant le problème résolu a priori par l'union politique de la gauche. A force de ne pas poser le socialisme comme alternative, les uns et les autres en sont réduits à se chercher des alliés, ou pour le moins de bienveillantes neutralités, dans la bourgeoisie.

Face à cela, combien le CERES a raison de proclamer l'existence « d'une stratégie de rupture avec le capitalisme » ! Mais comment une telle affirmation peut-elle coexister avec les compromis qu'il passe, ici avec la direction du PS (sur l'affaire des syndicats de soldats notamment), là avec le PCF (en dissimulant les problèmes réels derrière la référence magique au Programme commun) ? Ce qui est inquiétant, ce n'est pas que l'on cherche à gagner la bataille électorale. C'est tout ce qu'on y sacrifie, qui dès maintenant hypothèque lourdement l'avenir. Y compris électoral.

Décidément, il n'est pas banal d'affirmer que le socialisme est à l'ordre du jour. Ni facile, dans ce contexte, d'en forger l'alliance de classes, d'en définir le programme, d'en construire la force la plus résolue. Et pourtant, ne sommés-nous pas là pour cela ?

Michel MOUSEL

## Concurrences



# être présents aux cantonales

Ces élections cantonales sont les premières élections depuis les présidentielles de mai 1974. A ce moment-là, une espérance était montée, et la gauche avait réalisé avec François Mitterrand son meilleur « score » depuis les débuts de la V République.

Mais — de justesse — le candidat de la droite l'avait emporté. Il faut le reconnaître, même parmi les travailleurs, beaucoup accordaient encore quelque crédit à Giscard d'Estaing, qui promettait le changement...

Un million et demi de chômeurs, un pouvoir d'achat stagnant, des perspectives bouchées pour les jeunes, des villes de plus

en plus abandonnées à un urbanisme sauvage, des paysans sacrifiés sur l'autel de l'Europe capitaliste, la loi de l'argent et du profit plus dominante que jamais, des militants aux prises avec la police, la justice et même la prison, nos libertés mises en péril : voilà des réalités quotidiennes, que tout le monde connaît.

Il faut donner un coup d'arrêt à cette politique hautaine et méprisante, il faut sanctionner ce gouvernement au service des nantis. Ce rendez-vous des cantonales doit d'abord être l'occasion de dire NON à Giscard-Chirac-Poniatowski, et de montrer une autre voie pour la France. C'est ce à quoi le PSU invite les travailleurs.

□ Nous avons peu l'occasion de nous adresser à tous par l'intermédiaire des plus puissants organes d'information. Ignorés ou boudés par la télévision, nous n'avons que quelques secondes d'antenne, de temps en temps, pour parler, et encore, le plus souvent, au journal télévisé de 23 heures, quand presque tout le monde est déjà couché...

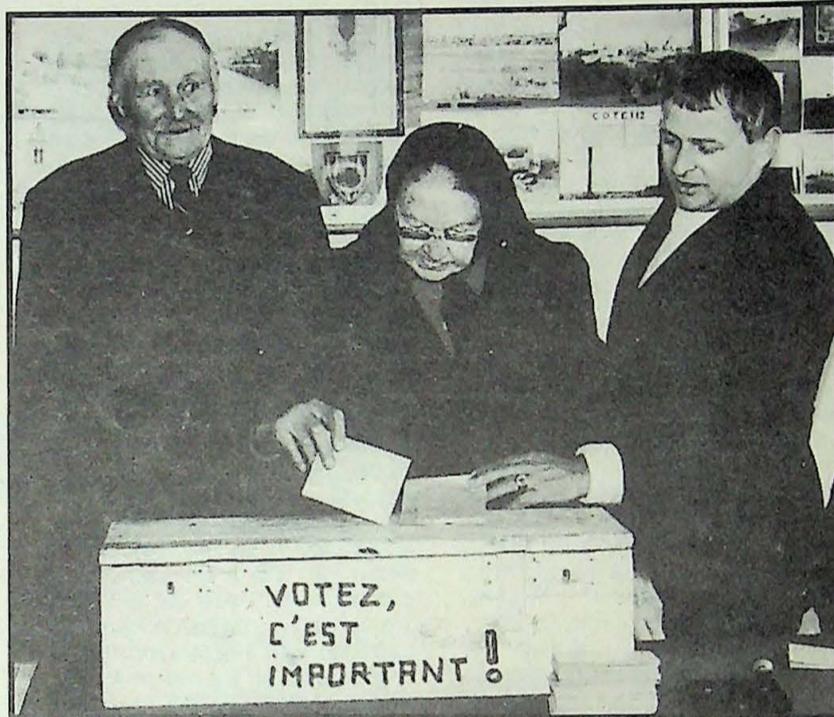
Mais des milliers de militants du PSU ne cessent de se battre avec les travailleurs dans tous les secteurs de la vie sociale. Ils participent aux luttes les plus significatives contre le patronat et le gouvernement, que ce soit dans les entreprises ou les quartiers et les villages. Ils ont souvent été à l'origine de batailles qui ont porté des coups très durs aux adversaires des travailleurs.

Aujourd'hui, ils leur demandent de renforcer, par un bulletin de vote, leur action pour permettre à la gauche de prendre un nouveau départ, en devenant plus combative. Nos objectifs, s'il faut les résumer, tiennent en effet dans ces deux mots d'ordre : **unité populaire** et **autogestion**.

## pour l'unité populaire

Nous luttons pour le passage de la France à une société socialiste, où ce seront les travailleurs eux-mêmes qui seront les maîtres des outils de la production, et qui seront donc maîtres de leur destin.

Ce passage au socialisme, nous pensons qu'il ne pourra se faire que sur la base d'un large accord populaire. Ce changement complet de ceux qui détiennent le pouvoir à tous les niveaux, cela s'appelle une révolution. Mais la révolution socialiste dans



la France d'aujourd'hui, c'est tout autre chose que la prise du pouvoir par des « minorités agissantes ». Le passage au socialisme ne peut se faire que sur la base d'un large accord populaire. C'est le peuple lui-même qui construira le socialisme, on ne peut souhaiter faire le bonheur du peuple contre la majorité du peuple !

Ce large accord populaire suppose donc la pratique constante de l'unité : unité entre la classe ouvrière et l'ensemble des couches sociales aujourd'hui exploitées, dominées par le capitalisme et son pouvoir, dans la paysannerie, chez les employés, les fonctionnaires, les enseignants ; parmi les cadres mêmes, certains prennent conscience du rôle qu'on veut leur faire jouer au service du patronat et le refusent de plus en plus.

Mais attention : il ne s'agit pas d'opérer une simple addition des mécontents contre le pouvoir. L'alliance entre toutes ces couches doit se faire sur une base claire, c'est-à-dire sur la volonté de se débarrasser du système capitaliste. Faute de quoi, on n'opérerait que des rassemblements électoraux sans lendemain, et les mêmes problèmes se poseraient de la même manière après la victoire électorale de la gauche.

## pour l'autogestion

De plus en plus souvent, dans les luttes sociales d'aujourd'hui, s'expriment des revendications de « contrôle » : les travailleurs ne veulent pas laisser les patrons décider de leur sort (licenciements ou fermetures d'entreprises) ; ils veulent contrôler leurs

conditions de travail ; contrôler la manière dont sont établis leurs loyers et leurs charges. Les habitants veulent contrôler la façon dont leur ville est organisée ; les paysans n'admettent plus qu'on les exproprie au nom de l'armée, ou des centrales nucléaires...

Dans tous les secteurs de la vie, s'exprime la volonté de chacun de contrôler, de maîtriser ses conditions d'existence, de prendre en main ses propres affaires.

L'autogestion n'est pas d'abord une chose à la mode dont on parle. C'est une stratégie qu'on illustre, qu'on fait progresser dans les luttes, dans les combats d'aujourd'hui. Le socialisme et l'autogestion ont besoin d'un parti **combatif**, un parti qui se batte sans relâche. Un parti vraiment unitaire ; un parti qui réfléchisse et innove, sans être embourbé dans les impasses de la gauche traditionnelle, un parti qui, respectueux de l'indépendance syndicale, soit présent dans les luttes ouvrières et paysannes, universitaires et écologiques ; un parti qui ne fasse pas bon marché de la liberté.

Le PSU répond, de plus en plus, à ces exigences. Voter aux cantonales pour développer ces forces, élargir son audience, ce sera donner plus d'efficacité et d'ardeur au mouvement ouvrier et à toute la gauche. Ces élections cantonales sont d'abord des élections politiques : la preuve en est le découpage mesquin et scandaleux des circonscriptions électorales auquel s'est livré notre ministre à tout faire à l'intérieur, le prince de Poniatowski. Elles peuvent être un moyen de dire non à Giscard, et en même temps, en soutenant le PSU, de dire que la liberté et le socialisme sont à l'ordre du jour.

## psu documentation

### Vient de paraître

N° 100 / 101 Chili 1970-1973 Les femmes dans l'Unité Populaire	4,00
N° 102 Comités de soldats, droit bourgeois et lutte de classes	2,00
N° 103 / 415 Electronucléaire et développement capitaliste	6,00

### Numéros disponibles :

N° 98-99 Le syndicalisme à l'école	4,00
N° 96-97 Le Syndicat de la magistrature	4,00
N° 94-95 Militier contre le militarisme, fascicule 2	4,00
N° 92-93 Une section du PSU à Paris	4,00

N° 89-90-91 Militier contre le militarisme, fascicule 1	6,00
N° 86-87-88 Le chômage sous-produit du capitalisme	6,00
N° 85- Le PSU analyse le rapport Sudreau	2,00
N° 78-79 Sur la question agraire	3,00
N° 56-57 Sionisme et libération	4,00
N° 52-53-54 Quand les patrons vont à l'école	3,00
N° 51 Le recrutement	1,00
N° 42-4-44 Le mouvement révolutionnaire et l'Université	3,00
N° 27-28 La crise du système monétaire international	2,00
N° 26 Rosa Luxembourg	1,00
N° 24-25 La police dans la lutte des classes	2,00
N° 22-23 Sur le mouvement politique de masse	2,00

Abonnement 20 n°

A adresser à :

Editions Syros, 9 rue Borromée, 75015 Paris C.C.P. 19706 28 Paris. 30,00



## Premières manœuvres

La réunion du Conseil de planification, le 20 janvier, a donné l'occasion, grâce aux mises en garde des centrales syndicales CGT et CFDT, de savoir ce qui se tramait entre le patronat et le gouvernement pour fixer les grands traits de la politique économique d'ici à 1980. L'enjeu essentiel: qui paiera la crise? Etant donné les prises de positions véhémentes du patronat, on peut se douter que les travailleurs ont tout lieu d'être inquiets.

Comment s'élaborent les perspectives et les objectifs économiques du Plan? Qu'est devenu ce « lieu de concertation sociale », au sein duquel les commissions de travail voient siéger face à face représentants du patronat, des travailleurs et du gouvernement?

La réalité du Plan, c'est d'être un des instruments de préparation de la stratégie du pouvoir face à la situation économique globale. Le pouvoir patronal s'est très fortement concentré au cours des dix dernières années; les géants de la sidérurgie, de la chimie, de l'électro-mécanique, n'ont sans doute pas besoin d'intermédiaire pour faire connaître leurs exigences et les imposer. Cependant, les intérêts patronaux ne s'accordent pas forcément automatiquement, et c'est le rôle majeur du Plan que de permettre l'arbitrage, au regard des contraintes économiques globales parmi les stratégies patronales.

On comprend que les syndicats de travailleurs soient de trop. Ils

sont de moins en moins dupes de l'utilité de leur participation à cette mascarade de concertation; c'est ce que la CGT et la CFDT ont exprimé au cours d'une conférence de presse, le 27 janvier dernier: « il est clair que le gouvernement instaure ainsi une nouvelle forme de planification. D'une part, il contrôle plus étroitement le processus d'élaboration, et d'autre part, la consultation est, pour le principal, réduite à une mise en scène. »

Quant aux chiffres qui étayent les précisions, ils n'ont aucun caractère « scientifique », au sens où l'on pourrait entendre une précision objective du devenir d'une société capitaliste dont on aurait mis à jour les mécanismes

déterminants. Ils sont l'accessoire publicitaire de la stratégie politique et économique du gouvernement.

Que traduisait le taux de croissance de la production de 6% annoncé pour le VI Plan (période 1970-1975): la frénésie d'accumulation du patronat, afin de se tailler une bonne part dans la compétition internationale, opération que la récente dévaluation du Franc (1969) facilitait diablement. On a eu en définitive 3,6% de croissance. Que signifie le taux de 5 à 5,5%, considéré actuellement comme l'hypothèse qui sera vraisemblablement annoncée pour les cinq années à venir?

Au travers des chiffres et mesures annoncés, on peut associer, à

ce taux de croissance, un certain accord sur la stratégie gouvernementale et patronale, celle que le CNPF désirait voir engagée dans sa récente conférence nationale: priorité à la restauration des profits, au financement de l'accumulation du capital privé. Cela implique une sérieuse mise au pas pour les travailleurs, un fort ralentissement du pouvoir d'achat des salaires, le maintien d'un chômage élevé, la remise en cause des acquis en matière de Sécurité sociale et d'indemnisation du chômage, l'augmentation de la pression fiscale, l'inflation, etc. Le VII Plan, on le sait déjà, c'est celui de l'austérité pour les travailleurs.

Il est donc normal que, bien qu'ils clament tout haut leur parti pris pour une forte croissance, patronat et gouvernement annoncent une croissance relativement modérée. Les bases de celle-ci sont asséchées. On ne peut guère attendre de la consommation des travailleurs, dont le pouvoir d'achat sera sérieusement raboté. Les perspectives pour le commerce international sont moroses et la demande étatique, nullement orientée au demeurant vers le financement de réels équipements collectifs, est forcément limitée. Beaucoup se demandent même s'il est possible d'atteindre avec ces données le taux de croissance annoncé.

L'autre raison du 5% à 5,5% est, en effet, qu'il est impossible de descendre en dessous sans annoncer de graves problèmes d'emploi.

Le patronat n'étant pas disposé à financer une réduction conséquente de la durée du travail, cette croissance de 5 à 5,5%, très probablement surestimée, ne permet pas de prévoir une amélioration de la situation du chômage. Ainsi, utilisant les hypothèses de calcul les plus optimistes, le rapport du Comité de l'emploi et du travail associé, au taux de croissance de la production de 5,2%, un niveau de chômage en 1980 identique à celui que nous connaissons à l'heure actuelle (un million de chômeurs officiels). Citons l'une des hypothèses de ce calcul: durant la période du VII Plan, 400 000 personnes sans emploi normalement désireuses de travailler renonceraient à se déclarer chômeuses (on peut prévoir quelles seront les pressions exercées sur les femmes, les immigrés, les jeunes!). On comprend le malaise du gouvernement: comment affronter politiquement (électoralement) une telle situation sociale?

Il faudra, tôt ou tard, envisager des remèdes plus sérieux. Le patronat le plus avisé les prépare: exploitation accrue de la main-d'œuvre du Tiers-monde, prospérité intérieure liée au développement du tertiaire, à la vente (avec profit) de la « qualité de la vie ». Alors le rythme de la production pourrait ralentir, sans dommage pour le profit, pourvu que son pouvoir ne soit pas fondamentalement remis en cause. En attendant, cet horizon n'est pas proche et la classe ouvrière devra faire front.

Geneviève BRISSERGE

# Les armes des travailleurs

Les travailleurs ont réussi, en 1975, à maintenir leur pouvoir d'achat et un certain niveau de salaire, mais les luttes ont été d'un niveau inégal. La répression, la division ouvrière, le chantage à l'emploi sont des armes pour le patronat. Des luttes significatives actuellement en cours (Renault, Solmer, Valloirec) montrent qu'on ne peut se contenter d'objectifs parcelaires. La démagogie giscardienne sur la revalorisation du travail manuel sert à cacher une réorganisation du travail qui vise essentiellement à accroître la productivité.

Face à cette offensive, comment la classe ouvrière peut-elle répondre ? Certainement pas en se contentant d'attendre les prochaines élections. La défense par Mitterrand « d'une libre entreprise authentique » (au cours d'un dialogue avec Edward Heath, ancien Premier ministre britannique) laisse deviner le vrai sens du programme socialiste : une meilleure gestion du capitalisme français.

Par contre, même dans les luttes les plus difficiles, la nécessité d'une autre société peut être démontrée. La volonté d'augmentations de salaire non hiérarchisées traduit un refus de la hiérarchie capitaliste et des classifications arbitraires, des disparités régionales. Les luttes pour la garantie de l'emploi sur place, le contrôle des investissements et des mutations du processus de travail, portent une autre vision du travail. Ces luttes peuvent devenir plus collectives, mieux coordonnées. Il s'agira de pouvoir mener de front la défense du pouvoir d'achat et une offensive contre la restructuration capitaliste. Cela suppose une intensive bataille sur l'emploi grâce à une meilleure organisation des chômeurs et des débats dans les entreprises, mais aussi sur la durée du temps de travail.

Telles ont été les grandes lignes de la discussion de la conférence nationale entreprise du PSU lors d'une réunion, le week-end dernier. Au même moment, à Saint-Brieuc, le parti renouvelait régionalement le travail commencé en octobre dernier à Besançon, lors de la conférence des mini-LIP (voir article ci-contre).

Yves SPARFEL ■

## rencontre de Saint-Brieuc

# multiplier les échanges

Des militants de 24 entreprises des cinq départements bretons — 50 % CGT et 50 % CFDT — qui ont mené ou mènent des luttes importantes (Joint-Français, SICCNA à Saint-Malo, SLE à Tréguier, Thomson-CSF à Brest ou encore Tréfi-métaux à Nantes...) et des Paysans-travailleurs des Côtes-du-Nord se sont réunis à Saint-Brieuc le samedi 31 janvier 1976. Une quinzaine de militants ouvriers de Saint-Brieuc avaient pris l'initiative de créer, au niveau de la Bretagne, ce type de liaison « horizontale » en y ajoutant le mouvement paysan anticapitaliste.

○ L'idée d'une telle rencontre est venue du PSU. Cependant, ont pris part à cette réunion aussi bien des syndicalistes combattifs, n'appartenant à aucune organisation politique, que des militants ouvriers du PSU, de la LCR ou de Révolution. Aucune querelle idéologique, mais des bilans d'expériences, des échanges d'informations, un contact de ville à ville.

L'expérience la plus intéressante, la plus dramatique aussi, est celle des ouvriers de la SICCNA. Cette entreprise de Saint-Malo construit des bateaux. Les travailleurs luttent contre la fermeture de leur boîte. Dix mois... et le mur du silence n'a pu être percé. Manifestations, actions illégales (blocage de la Rance qui a

provoqué des bouchons terribles en plein été, séquestrations, flics des RG peints en rouge...), rien n'a brisé ce blocus de l'information et la majorité des militants réunis connaissaient à peine le nom de la SICCNA. Une relance du soutien a été préparée à ce week-end.

Deux commissions ont débattu des manières de mener la lutte, du rôle des comités de soutien, indispensables pour gagner une grève, mais ne devant pas devenir le lieu d'affrontements de lignes politiques, du rapport entre les ouvriers et les paysans. Ces derniers constatent que, si l'on voit de plus en plus souvent des paysans-travailleurs soutenir des grèves, il est beaucoup plus rare

de voir des syndicalistes ouvriers soutenir ou essayer de comprendre les problèmes paysans. Les paysans-travailleurs, qui cultivent déjà en commun quelques terres pour payer leur animateur, ont d'ailleurs proposé d'associer désormais des travailleurs à ces cultures afin de renforcer les liens directs. On pouvait regretter l'absence des travailleurs de Fougères, bloqués par la neige, qui ont mené des luttes riches en expériences. Les participants ont décidé de créer ou de renforcer, ville par ville, des structures horizontales et de se revoir dès qu'il se passerait des choses nouvelles.

Le premier « bilan syndical » qui est sorti de cette journée, c'est qu'il est urgent, tout spécialement pour les délégués CGT, de sortir de l'isolement où ils sont maintenus par « l'appareil », de tisser un lien vivant entre usines.

De cette première réunion bretonne, il sortira une brochure (environ dans trois semaines). Pour se la procurer, écrire : PSU, 3, rue Quinquaine 22000 Saint-Brieuc.

## stoleru - maigrat

# Qui t'a fait roi ?



Lionel Stoléro, l'ancien conseiller de Giscard d'Estaing promu secrétaire d'Etat à la condition des travailleurs manuels, se vante chaque jour de vouloir sortir la condition ouvrière de l'aliénation.

Aujourd'hui, une nouvelle étape est franchie avec l'appel à ses côtés, d'Hubert Maigrat, ouvrier spécialisé de Peugeot à Mulhouse. La presse en tout genre, fait montre d'un bel enthousiasme devant cette « alliance », d'autant plus inattendue selon elle que Hubert Maigrat était délégué CFDT dans son usine.

Pourtant, pour ceux qui ont regardé vivre de plus près le responsable Maigrat, la surprise n'en est presque plus une. Son « battant » masquait mal le vertige des sommets. Ainsi par exemple, n'est-il pas vrai qu'il a entretenu une correspondance avec l'ancien Premier ministre Chaban-Delmas ? N'est-il pas vrai que, dans les comités d'entreprise, il a eu un penchant pour le « pédérisme » ?

Le « procès » que lui feront les travailleurs au terme d'une enquête sereine mais sans complaisance, peut le faire réfléchir, non pas sur son nouveau « pouvoir », mais sur le fait que peu à peu on lui retire la confiance. S'il persiste, il aura rejoint ceux qui, devant le peuple, ont trahi leurs mandats et deviennent, qui plus est, des zélés serviteurs de la bourgeoisie.

Cette triste histoire compte malheureusement de nombreux syndicalistes « égarés ».

M.C.

Les travailleurs et les militants syndicaux n'ont effectivement pas à choisir leur patron. Mais quand les ouvriers de LIP ont, en 1973, repoussé la solution Giraud et admis celle de Neuschwander, après deux mois de lutte supplémentaires, ils choisissaient avant tout une solution qui garantissait leur emploi pour tous et leur outil de travail. Quand nous disions que nous ne voulions pas mettre l'entreprise en danger, c'est à cela que nous faisons référence. Loin de nous l'idée de toute collaboration de classe ou d'intervenir dans les rivalités internes entre patrons.

Les erreurs de gestion de la direction de LIP l'ont conduite à une solution de réduction des horaires, donc des salaires. Nous nous y opposons. Nous restons fermes : pas de réductions d'horaires sans garantie des salaires, retour aux 40 heures pour tous, payées pour tous.

Une offensive d'une fraction du patronat de l'horlogerie a visé directement LIP. La ridicule réaction des patrons horlogers du Haut-Doubs le prouve. Lorsqu'il avait été organisée par la CGT et la CFDT une opération « ville morte » dans le Haut-Doubs pour protester contre les licenciements, ces patrons n'ont pas pipé mot. Les travailleurs de LIP eux étaient solidaires et l'ont manifesté. Ils le restent aujourd'hui. Par contre, quand une partie de la manne gouvernementale pour développer l'horlogerie française est attribuée à d'autres, à LIP en l'occurrence, ces patrons horlogers sont prêts à manifester.

Pour les travailleurs, il ne s'agit pas de se diviser selon la nature des sources financières. Il faut être conscient que les robinets des crédits sont fermés pour les uns, ouverts pour les autres. Giscard n'a pas fait ce choix gratuitement : autour du conflit LIP qui a eu un large écho populaire, il joue aux démagogues et laisse croire qu'il est le seul maître du destin des ouvriers de LIP. Nous n'entrons pas dans ce jeu et continuons à nous battre contre les réductions d'horaires, et aux côtés des travailleurs du Haut-Doubs qui risquent de faire les frais de la restructuration de l'horlogerie. Le pouvoir se permet aujourd'hui, à travers l'aide financière du CIASI (Comité interministériel d'aménagement des structures industrielles) d'utiliser la crise pour diviser les travailleurs et créer des polémiques entre les sections CGT et CFDT de LIP.

Nous ne céderons pas à ce genre de manœuvres. Nous n'avons jamais cru aux illusions réformistes, à la cogestion dans le système capitaliste. Le seul souci des travailleurs de LIP, c'est de se battre pour leur emploi et pour leurs salaires. C'est pour cela qu'ils exigent un réel plan de financement et de développement de l'entreprise. Ils ne considèrent pas le geste de Giscard comme un cadeau. Ils n'ont ni à le refuser, ni à remercier. Ils n'ont pas à choisir entre différents types de capitalisme. Ils veulent imposer le contrôle et le pouvoir des travailleurs.

Charles PIAGET ■



# LIP C'EST PAS UN CADEAU, GISCARD

solmer

## la fonte des salaires

C'est à la suite de l'annonce par la direction d'une prolongation, en février et mars, des mesures de réduction d'horaires de 20 % en vigueur depuis novembre 1975, que le 21 janvier dernier, les 280 ouvriers des hauts fourneaux de la Solmer ont déclenché une grève spontanée. Très vite, toute la production de fonte de l'usine a été arrêtée.

Les 6 500 salariés de l'usine connaissent depuis des mois le chômage partiel. La solidarité s'est donc vite manifestée et les débrayages se sont multipliés secteurs par secteurs. La CGT et la CFDT sont majoritaires dans le personnel. La direction a riposté, en menaçant de mettre 4 300 salariés en chômage technique.

Les négociations piétinent. La direction refuse tout réajustement des salaires tenant compte des pertes (8 % environ) occasionnées par le chômage partiel. Mieux, elle organise les syndicats CGC et FO en briseurs de grève et continue le chantage au chômage.

### Les nouvelles frontières

A la fin des années 60, alors que la sidérurgie du Nord s'est regroupée (groupe Denain-Nord-Est-Longwy sous le contrôle de Paribas), la sidérurgie lorraine n'a achevé ni sa restructuration financière ni son redéploiement industriel et technique. A travers Sollac, le patronat lorrain décide de construire un nouveau complexe de sidérurgie lourde à Fos-sur-Mer. Le projet devient rapidement le projet industriel gaulliste central et bénéficie du concours actif de l'Etat.

Solmer, c'est le nouveau far-west, la « nouvelle frontière » capitaliste. Des milliers et milliers de travailleurs vont construire à toute hâte dans le sang, la

sueur, la boue et des conditions misérables (pas de logement, pas d'eau, pas d'école, rien que la boue et les usines à construire), la première tranche (capacité 3,5 millions de tonnes de produits plats laminés) du complexe sidérurgique « pied dans l'eau », le plus moderne de France.

Construit par des travailleurs immigrés (principalement d'Afrique du Nord), le complexe utilise une main-d'œuvre transplantée pour une large part de Lorraine, afin de transformer sur la côte méditerranéenne du coke en provenance des USA et de Pologne, du minerai de fer de Mauritanie, du Brésil, d'Australie, etc., à destination des marchés intérieurs et internationaux.

### Une lutte politique implacable...

La nouvelle frontière, ce n'est donc pas seulement de nouvelles techniques, l'internationalisation du capital et de la production, c'est aussi de nouveaux rapports sociaux. Si la direction de la Solmer avait laissé des syndicalistes CFDT s'installer à Fos, ce n'était pas pour leurs beaux yeux, mais parce qu'elle espérait bien profiter des divisions entre une CFDT majoritaire dans l'entreprise et une CGT toute puissante dans la région. Mais loin de se laisser aller à la collaboration de classe, la CFDT était plutôt conduite à se radicaliser pour se constituer des arrières plus

solides que les notabilités assoupies de la gauche municipale et politique régionale.

La direction a embauché alors de nouvelles recrues soigneusement choisies (en particulier d'anciens militaires) grâce auxquels sera constitué un syndicat FO. C'est ce dernier, mis en place et contrôlé par la direction, qui appelle aujourd'hui, avec la CGC, à la reprise du travail, participe aux réquisitions, s'efforce de casser le mouvement...

L'année 1976 marque un tournant important dans la vie de l'entreprise. Pour la direction, un nouvel enjeu se dessine : alors que, jusqu'à présent, les pertes de démarrage, (et celles liées à la crise comme en 1975), de la Solmer pouvaient être répercutées et amorties selon leur gré par les sociétés mères (Sacilor et Usinor), il n'en va plus de même à partir de 1976 (aux termes d'une convention fiscale exorbitante du droit commun passée avec la Direction générale des impôts).

Dans ces conditions faire payer la crise aux travailleurs (chômage partiel, cadences, salaires, etc...), briser les organisations syndicales (les vraies) à la première occasion, en profitant de la situation difficile et en retournant la crise contre les travailleurs, pousser FO en avant par la même occasion, ne pas négocier mais au contraire rechercher à tout prix l'épreuve de force : telle pourrait bien être la stratégie patronale.

La bataille est de taille.

Camille CAILLOU ■

## les bonnes œuvres du BAS

Dans le cadre de la nouvelle politique de contrôle de l'immigration, 1976 sera-t-elle une année exemplaire de répression des travailleurs immigrés ? Les interventions du pouvoir en ce début d'année semblent l'annoncer : parallèlement à un matraquage au niveau de l'information sur la mise en place d'organismes « culturels », de « formation », d'« accueil » pour les travailleurs immigrés, un vaste processus d'« assainissement » a démarré : expulsions expéditives de tout immigré chômeur, interventions policières dans les foyers en grève...

Tandis que les locataires mènent leur action en direction de l'administration, des élus (communistes) du 19e arrondissement, de la justice (procès au BAS, expertise pour établir la valeur des loyers et constater l'état de délabrement des

mais été demandés par les locataires.

Le 19 janvier au matin, les brigades d'intervention, guidées par les nervis du BAS, bloquent le foyer de la Porte des Lilas, et, dans deux bâtiments (dont un abritait les réunions du comité de soutien), ferment les chambres, entassent pêle-mêle les affaires personnelles des locataires. Aussitôt, les travailleurs présents donnent l'alerte. L'avocat obtient une suspension des opérations et, le lendemain, le juge des référés tranche le litige : les travailleurs paieront 450 F pour le mois de janvier (soit 210 F de loyer et 240 F d'arriérés) en attendant le jugement du 3 février.

Le PC, désappointé de voir ses élus rejetés sans ménagement par les appariteurs musclés du BAS et autres forces policières, lance, seul, le mot d'ordre d'une manifestation pour le lendemain. De son côté, le comité de soutien et différentes organisations du quartier (CFDT, PSU, Révolution, LCR...) appellent aussi à une manifestation. Ni la décision du tribunal des référés, ni la division de la riposte ne sont une victoire. D'autant plus que, le jeudi matin, le BAS remet ça dans le quartier, rue des Pannoyaux où 106 travailleurs (dont certains de chez Chausson) sont en grève des loyers depuis le mois d'octobre, après un an de présence dans ce foyer et de négociations infructueuses. La police intervient et pose les mêmes conditions : 450 F par mois mais, ici, jusqu'à remboursement de tous les arriérés.

Dijoud, dans ses multiples discours, parle de s'attaquer aux marchands de sommeil : qu'il commence donc par la Sonacotra (dont de très nombreux foyers sont en grève) ou la préfecture de police qui n'hésite pas à « héberger » pour 210 F par mois et par lit dans des baraquement-taudis ! Derrière ces interventions du BAS et de sa police (privée et publique), le pouvoir poursuit sa politique de contrôle des travailleurs originaires d'Afrique noire conformément aux circulaires Dijoud-Poniatowski du 30 novembre 1974.

P. ORIOL ■



Janvier 1973, la police investit à Paris le bas Belleville pour expulser, avec promesse de relogement après reconstruction, 400 travailleurs noirs africains du foyer, déclaré insalubre, de la rue Bisson. Ces travailleurs se répartissent dans trois foyers, rue du Château des Rentiers (30 travailleurs), Porte des Lilas (200) et Porte Pouchet (170).

### L'hôtel le plus rentable de Paris

Janvier 1976, la police est de nouveau au rendez-vous Porte des Lilas dans le 19e arrondissement, non pour un relogement (la première pierre du foyer Bisson n'a toujours pas été posée), mais pour une nouvelle expulsion.

Que s'est-il passé ? Dans les foyers bâtis en préfabriqués, d'une durée théorique de trois ans, les conditions de logement, faute d'entretien, se détériorent rapidement : toitures à refaire, inondation des chambres, plaques chauffantes qui se bloquent, douches qui débordent, etc. Les locataires demandent au Bureau d'aide sociale, le BAS, qui gère ces foyers pour la préfecture d'effectuer les travaux indispensables : non seulement le BAS ne fait rien, mais il veut imposer en février 1975 une augmentation des loyers qui passent de 5,7 F à 6,5 F par jour, soit 800 à 1 000 F par mois pour des chambres de 15 m<sup>2</sup> avec 3 à 5 lits. C'est l'hôtel le plus rentable de Paris ! Aussitôt, les locataires décident de refuser cette augmentation (et ne paient plus rien, le BAS refusant les anciens loyers), et élisent des délégués.

foyers), le comité de soutien où intervient le PSU informe la population du quartier et organise, en juin, des fêtes dans les foyers de la Porte des Lilas et de la Porte Pouchet.

### un BAS actif

Le 5 mai 1975, les locataires du foyer « Château des Rentiers », dans le 13e arrondissement, trouvent avec surprise à leur retour du travail les gros bras du BAS, accompagnés de chiens qui ne laissent rentrer que les non-grévistes. Cette action, sur un petit foyer où les anciens de Bisson sont minoritaires, vise en fait à intimider les locataires des deux autres foyers. Devant la poursuite de la grève et la condamnation du BAS par les experts, le BAS entreprend des travaux secondaires dont la plupart n'ont ja-

## social en bref

### ● Orléans : malgré neige et verglas

Vendredi 30 janvier, était organisée à Orléans une après-midi de manifestation en deux temps, à l'occasion de la réunion du conseil économique et social de la région centre :

Premier temps : une rencontre des travailleurs en lutte dans la région. Cette rencontre se tenait à la salle des fêtes, séparée en deux pour l'occasion, avec d'un côté les stands sur les luttes menées par la CGT, de l'autre sur celles menées par la CFDT. Cette séparation se traduisait aussi par la concurrence entre les casquettes CFDT et les macarons CGT.

Deuxième temps : après 17 h, une manifestation syndicale et politique

(CGT, CFDT, FEN, PCF, PS, PSU). Malgré la faible présence du PS, Orléans n'avait pas vu depuis longtemps une telle manifestation (près de 10 000 travailleurs) malgré neige et verglas. Ce fut l'occasion d'une bonne apparition du PSU dans la rue.

### ● Sécurité sociale : où vont les cotisations

Malgré les démagogiques promesses de Durafour, la Sécurité sociale est toujours menacée. Elle risque à brève échéance d'être dans l'impossibilité d'alimenter les trois caisses nationales et autres organismes : ce qui signifie du retard dans le paiement des remboursements et des pensions. Ça n'a pas empêché la caisse nationale d'assurance maladie de signer un engagement de location dans un immeuble vide du

14e arrondissement de Paris : six millions de francs par an. Si les travailleurs attendent les remboursements, la société immobilière qui bénéficie de ce contrat mirifique, « Heron Bulding », n'attendra pas pour spéculer avec l'argent des cotisations. La CGT proteste contre ce scandale.

### ● Automobile : CFT, toujours prêts

Chez Renault, la CFT porte plainte contre de soi-disant fraudes aux élections professionnelles. Durafour (l'adjoint de Ponia) risque de les aider encore et de faire droit à leur demande. Ce qu'il n'avait, bien sûr, pas fait à Simca-Chrysler de Poissy où les matraquages de militants CGT sont courants. Les licenciements aussi d'ailleurs, puisque Georges Mallet, secrétaire du syndicat

CGT, vient d'être licencié avec l'appui du comité d'entreprise à majorité CFT. Pendant ce temps, dans les foyers Simca (ADEF), les ouvriers après des journées insupportables (cadences, bruit) se « reposent » à un prix exorbitant, avec un règlement intérieur scandaleux (système d'amendes) sous la haute surveillance de la CFT.

### ● Psychiatisés en lutte

Il y a des asiles en URSS, mais aussi en France. Certains sont même très particuliers. C'est ce que révèle le n° 3-4 de Psychiatisés en lutte dans une enquête sur l'ergothérapie et le travail des internés. Un concessionnaire explique dans une interview l'intérêt qu'il trouve dans l'exploitation de ses « chers fous ». A lier à la manière dont certains responsables de foyers de semi-liberté pour délinquants les « mettent au tra-

# de l'usage des référés

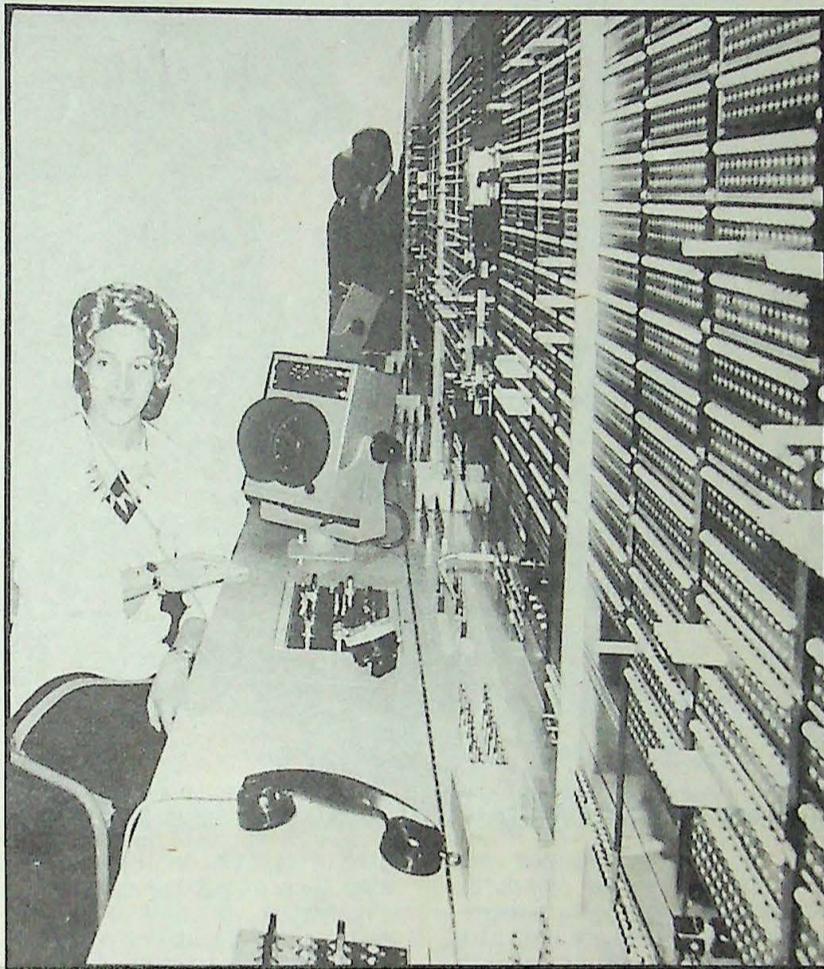
La Thomson est, avec la CGE, le plus grand trust français dans la fabrication électronique. A l'heure où l'on parle, par filiales interposées, d'un rapprochement entre ces deux entreprises pour raffler le marché du téléphone en France à ITT, (voir Le Monde du 1-2 février, p. 19), de nombreuses usines dépendant de la Thomson sont en lutte. Il y a quelques semaines, l'usine Thomson-Brandt de La Roche-sur-Yon (Vendée) était évacuée par la police. Les ouvriers se battaient pour une cinquième semaine de congés payés et des augmentations de salaires. Pour les mêmes raisons, deux autres usines dépendant de ce groupe sont occupées aujourd'hui.

Sur la zone industrielle de Méru dans l'Oise — là où fleurissent les milices privées, les opérations « coup de poing », les jurés d'assises qui condamnent à mort un jeune de 17 ans — l'usine Auxilec emploie 450 ouvriers. Elle fait partie du holding Thomson-Lucas qui groupe, outre les deux unités d'Auxilec (à Méru : 450 ouvriers, à Colombes : 300 salariés, surtout des employés), le groupe SEB (à Boulogne-Billancourt) et Ragonneau (à Malakoff).

Ce holding travaille essentiellement pour l'armée de l'air : alternateurs, générateurs. A Auxilec, on fournit beaucoup Dassault. L'emploi n'est pas menacé, car le secteur armement, ça tourne, c'est bien connu.

## à Méru, le camion n'est pas parti

Les ouvriers d'Auxilec occupent l'usine depuis le mardi 20 janvier en se relayant jour et nuit. Le camion de pièces d'avions qui, le 21 janvier, devait partir à Colombes est toujours là : les grévistes s'y sont opposés. Certains, le mardi 20 au matin, avaient demandé à être reçus par la direction : refus. Dès lors, le mouvement s'est étendu à toute l'usine. Les ouvriers exigent 2 000 F minimum pour tous sur la base de 40 heures de travail, avec une augmentation pour tout le personnel de 150 F. Ils veulent également une diminution d'horaires (44 h 30 par semaine actuellement) sans perte de salaire et un contrat de travail identique pour tous. En effet, chez Auxilec, s'il y a un statut unique au niveau des salaires, les contrats d'embauche sont divers : certains ont l'obliga-



tion de travailler en équipe, d'autres le samedi matin, d'autres encore n'ont qu'un contrat temporaire. C'est une manière bien connue de diviser. Autre méthode patronale, les contrôles médicaux « sauvages » que les ouvriers d'Auxilec refusent, les médecins flics sont de trop.

Un huissier zélé s'est précipité à l'usine. Il l'était moins quand, dans une autre usine de la zone

industrielle à Bonnel, le comptoir Lyon-Allemand, un délégué du comité d'hygiène et de sécurité avait été mis à pied pour avoir refusé la mise en marche d'un four et avait saisi la justice. L'huissier, M. Saunier, a, trois jours de suite, constaté l'occupation des lieux et le départ des 40 non-grévistes à qui le patron a, bien sûr, fait si-

été créé. Il se mobilisera contre toute intervention policière, comme il l'a déjà fait, pour organiser les collectes et la popularisation dans toute la région. Des débrayages de solidarité ont eu lieu dans les autres usines du holding (SEB et Ragonneau). Réunis tous les jours en assemblée générale, les ouvriers d'Auxilec demandent à la direction d'entamer des négociations. Le directeur, lui, demande l'évacuation de l'usine. Une réunion de conciliation proposée par la direction devait avoir lieu le 30 janvier à Beauvais ; les syndicats ont demandé qu'elle se tienne à Méru. Sans résultats.

## à Thonon, une usine prospère

L'usine Thomson-CSF de Vongy-Thonon n'a pas elle non plus, de problèmes d'emploi, c'est même l'une des plus prospères du groupe. Elle emploie 470 salariés. Le 17 décembre dernier, ils déposaient un cahier de revendications, demandant la fin des disparités de salaires avec les autres usines du groupe. La direction refuse de négocier en se retranchant derrière ses dirigeants parisiens dont l'un a refusé de recevoir les délégués syndicaux le jour où il est descendu à Thonon.

Le 12 janvier, les travailleurs ont établi des piquets de grève. Ils réclament des augmentations de salaires : 300 F pour les 106 OS ; 250 F pour 237 OP et employés ; 200 F pour 127 techniciens et agents de maîtrise. La direction a assigné 15 militants syndicaux en référé pour atteinte à la liberté du travail et à la propriété d'autrui. Or les grévistes n'occupent pas l'usine mais seulement le bâtiment social où des locaux sont attribués aux syndicats selon la loi. Tout le personnel a reçu une lettre de la direction indiquant que cette grève comportait des risques graves pour l'entreprise et laissant entendre que les rémunérations du personnel non gréviste ne seraient pas payées. J.Y. R. ■

vail » avec des gardes-chiourmes comme éducateurs. Une manière comme une autre de résorber le chômage : « le travail gratuit » ! **Psychiatriques en lutte**, BP n° 60 75721 Paris, Cédex 15.

## ● Plerin : fest-deiz

Depuis trois semaines, les ouvrières de la DMB à Plérin occupent leur usine jusqu'à l'annulation de 44 licenciements. Le comité de soutien, où le PSU est très actif, a organisé un **Fest-Deiz** à Plérin, le 1er février, pour faire connaître et soutenir la lutte.

## ● Vannes : contre le salaire au rendement

A l'usine Michelin de Vannes, le salaire de base est individualisé et com-

plété par une partie dépendant du rendement individuel de chacun. Pour protester contre ce fait, les ouvriers effectuent par équipe des mouvements de grève d'une ou deux heures par jour, bloquant ainsi en grande partie la production. Ça dure depuis le 15 janvier. Les 1 200 salariés de Vannes ont compris comment améliorer le travail manuel !

## ● Lecanuet : le pauvre !

Le Garde des Sceaux a tout le monde contre lui ! D'abord les patrons, pas contents qu'on leur ait rappelé que la loi ne serait pas modifiée pour garantir l'impunité aux meurtriers par accidents de travail ; mais aussi les syndicats ouvriers qui, eux, estiment qu'il est encore heureux qu'on puisse dire qu'un patron puisse être jugé, mais que ça suffi pas. Faudrait pas que Durafour soit, lui aussi, contre Lecanuet puisqu'en ac-

cordant licenciement sur licenciement de délégués syndicaux, il empêche les travailleurs d'être informés des risques qui les guettent.

## ● CNRS : Recherchez le Crs

Le 29 janvier, à l'appel des syndicats CFDT, CGT, FEN du CNRS et de l'INSERM, un millier de travailleurs de la recherche avaient l'intention de manifester au siège du CNRS, quai Anatole France, de tenir une conférence de presse contre le démantèlement de la recherche scientifique. Les CRS les attendaient. Une partie des manifestants a passé le barrage de flics et occupé le standard téléphonique. Le gros de la manif s'est rendu au siège de la DGRST (Délégation à la recherche scientifique et technique). La police, là, a chargé et

matraqué, mais le siège a quand même été occupé une partie de l'après-midi.

## ● Public et nationalisé : Journée d'action le 5 février

Après les minces résultats des négociations des 26 et 27 janvier, CGT et CFDT ont appelé les fonctionnaires, les postiers et les agents des services sociaux et de santé à une journée revendicative. Objectifs : 2 000 F par mois minimum et maintien du pouvoir d'achat. A l'appel de la CFDT, les postiers ont fait grève. Ils réclament une augmentation uniforme de 300 F par mois et pour tous.

# Les chercheurs de l'Iura s'interrogent

La CGT et la SGRA (CFDT) de l'Iura (Institut universitaire de recherche agronomique) ont pris l'initiative d'organiser à Versailles une journée de forum des travailleurs de l'agriculture, sur les thèmes suivants : l'Iura au service de qui ? à qui profite le travail du personnel de l'Iura ? comment l'Iura est-il perçu par les agriculteurs ?

« poule vedette » achetée trois millions de francs par Mérieux qui en a l'exclusivité et l'impose aux aviculteurs...

L'emploi d'un traitement hormonal et la pose d'une éponge

de l'Iura d'être connues par ceux qui en ont réellement besoin ?

Les autres exemples — la qualité bactériologique du lait par réfrigération, les semences sélectionnées — ont donné lieu aux mêmes constatations. Le débat général découlant du rapport des différentes commissions a rapidement mis en évidence le fait que le système capitaliste accapare à son seul profit les travaux des chercheurs de l'Iura. A partir des luttes que mènent, séparément, les travailleurs intellectuels et manuels de l'agriculture contre ce système et ses conséquences actuelles sur leur salaire, leurs conditions de travail, comment arriver à mener ce combat ensemble afin de leur donner un débouché politique : quel statut pour chacun dans une agriculture socialiste et quelle agriculture mettre en place ?

La réponse est peut être contenue dans le désir des viticulteurs du MIVOC, des Paysans-travailleurs de la région de Cognac, des paysans de Fontevault qui remercient les syndicats CGT et CFDT de l'Iura d'avoir permis un travail commun et demandent qu'à travers ces structures syndicales, on se retrouve dans les régions afin que l'unité ouvriers-paysans-travailleurs permette une véritable offensive contre les projets économiques du pouvoir qui tendent uniquement à juguler la crise sur le dos des travailleurs. N'est-ce pas, là aussi, l'ébauche de l'unité nécessaire à opposer à celle, périmée, du « monde paysan » que brandissent les leaders de la FNSEA à la tête des manifestations violentes qui caractérisent la révolte justifiée de tous ces opprimés ? Cette rencontre a soulevé, chez beaucoup d'entre nous, l'espoir de réaliser une autre alliance où nous mènerons le combat anticapitaliste avec tous les travailleurs en repoussant dans le camp opposé les tenants du corporatisme paysan qui ont bien du mal à camoufler leurs intentions : servir leurs intérêts d'abord, servir l'Etat bourgeois ensuite, dans de confortables fauteuils de dirigeants « agricoles ».

Maguy GUILLIEN ■



Les paysans invités, militants paysans-travailleurs, du MODEL, du MONATRAC, du MIVOC, n'ont ni attaqué ni remis en cause le rôle des chercheurs ou la nécessité du progrès scientifique dans le domaine de l'agronomie. Par contre ils ont critiqué unanimement l'utilisation des découvertes obtenues grâce aux travaux des chercheurs de l'Iura et la privatisation de cet office au bénéfice des firmes privées.

Ils ont apporté des exemples concrets : les découvertes sont toutes dirigées vers le perfectionnement des produits agricoles en vue d'augmenter la productivité, aussi bien pour les produc-

tions végétales qu'animales, vers la création d'espèces standards souscrivant à des critères imposés par le marché, et non vers l'augmentation de la qualité réelle du produit. Pour l'utilisateur de ces découvertes, aucune amélioration de la rémunération de la force de travail ou de sa pénibilité. Ainsi l'augmentation du rendement à l'hectare s'obtient par l'emploi massif et coûteux de produits et de machines qui augmentent d'autant le prix de revient et obligent le paysan à travailler des heures et des heures en plus afin d'atteindre ces normes de productions.

De plus, les firmes agro-alimentaires achètent à l'office à vil prix des espèces comme la

dans le vagin des brebis, ont pour effet de provoquer la naissance simultanée de deux agneaux dans tout le troupeau des éleveurs ovins. Un jeune berger breton explique son expérience : malgré un surcroît de travail et l'aide d'un salarié soumis à des heures de labour supplémentaires, il a vu crever la moitié de ses agneaux. Il se demande dans quel but on lui a conseillé cette méthode. Le chercheur qui a travaillé à mettre au point ce système lui répond que le laboratoire qui vend et vulgarise la fameuse éponge ne donne aucune information sur la pratique expérimentale mise au point par les techniciens de l'Iura. Comment permettre alors à toutes les publications

A Caron-Ozanne, occupée depuis 7 mois, le dernier Ouest-Licenciement est paru. Il faut le faire connaître car la lutte, comme tant d'autres, risque de pourrir et donc de mourir. Demandez l'OL au parti et vendez-les dans toutes les imprimeries de votre région. D'autres imprimeries se battent encore : Le Parisien Libéré, bien sûr : les ouvriers ont bloqué l'autoroute Paris-Bruxelles vendredi dernier. Imro : malgré l'arrêté d'expulsion, la bataille se poursuit. Chaix : contre la restructuration de la Néogravure. Mais il faudrait permettre une liaison permanente des 14 imprimeries en grève en France et ne pas se contenter de la journée de grève de 24 h du 20 février.

Ronéo-France fabrique du matériel de bureau à Noyon dans l'Oise : les ouvriers occupent depuis le 29 janvier,

pour lutter contre la fermeture et 700 licenciements.

Gambin à Viuz en Tignes (Haute-Savoie) : contre un plan de redressement à la suite de la mise en règlement judiciaire de cette fabrique de machines-outils, les 500 ouvriers occupent l'usine depuis le 29 janvier.

● Dordogne : des chiffres

Dans ce département il y avait 6 409 chômeurs recensés en octobre, donc 9 337 chômeurs réels. Soit 15 % de la population active du département. En 4 mois le taux de chômage a augmenté de 20 %. Marmande, c'est en Dordogne. Des chiffres que tous les reportages sur l'affaire des avortements n'ont pas mérités.

● Desombre et Cip Bientôt à Paris

Dans deux usines d'habillement, Desombres à Lille et à la Cip de Huisnes, l'occupation et la bagarre contre les licenciements et la fermeture de l'usine se poursuivent. La popularisation de ces conflits a lieu dans toute la région. Pour l'élargir encore plus, les ouvriers viendront manifester à Paris.

● GAAA : l'électro-nucléaire brade.

Dans cette filiale de la CGE, 146 licenciements (sur 718 salariés) ont été annoncés. La FGM-CFDT proteste et entend s'y opposer.

● Ils continuent : Griffet, Cazeneuve, Caron-Ozanne, etc...

En grève depuis un an, les ouvriers de Griffet, à Marseille, occupent leur usine mise en faillite. Ils fabriquent des grues. Certaines d'entre elles placées à Paris (place de la Concorde), à Lyon, Marseille, ont créé de beaux embouteillages. Une forme de popularisation spectaculaire.

Les salariés de l'usine Cazeneuve occupent depuis le 26 juillet, pour s'opposer à la liquidation de leur entreprise et à 250 licenciements. Des milliers de métallos de la région bordelaise les ont soutenus en manifestant le 29 janvier.

## épidémie au Jardin des Plantes

# Tous ne mourraient pas...

Que se passe-t-il à la ménagerie du Jardin des Plantes ? Fermée depuis le mois de décembre à la suite de la mort de plusieurs animaux, le zoo est en « quarantaine de public ».

A la suite de cette épizootie, un microbe a été identifié par l'institut Pasteur : le bacille de Witmore. Jusqu'à présent, son développement n'était connu que dans les régions tropicales, mais il semble à présent qu'il se soit adapté à nos climats. Les symptômes de contamination ressemblent à ceux de la fièvre typhoïde : évanouissement et fièvre.

Après l'hécatombe, et à la suite de démarches multiples des syndicats (l'ingénieur affecté à la sécurité refusant toute réunion, pour ne pas alarmer la population), une prise de sang a été effectuée par l'institut Pasteur sur un échantillon de 100 personnes travaillant au Jardin ; pour 25 d'entre elles, l'examen se révèle positif ! Aux 900 autres employés, l'institut Pasteur répond qu'il ne peut assumer l'examen faute de moyens !

Une assemblée s'est tenue le vendredi 23 janvier où le professeur Dodin, spécialiste de la méloïdose (puisque'on suppose qu'il s'agit de cette maladie) à l'institut, a été délégué par l'administration de l'enseignement supérieur pour rassurer tout le monde.

Le temps d'incubation du microbe est de deux ans. Il n'est transmissible que directement (plaies souillées). Or il apparaît que, parmi le personnel contaminé, certains n'ont jamais mis les pieds à la ménagerie... Le virus se développe au contact des animaux, sur le sol où ils vivent, et dans leur fumier. Les chiens, chats, rats, pigeons, etc., peuvent le porter et le transmettre... Il est particulièrement dangereux pour les personnes âgées, les alcooliques ou les sujets sous l'emprise de la drogue, les enfants en bas



âge et les femmes enceintes. D'autre part, le seul médicament contre la méloïdose, le chloranphénicol, rend sourd, bouffe les globules rouges et provoque des troubles de la vue (il est interdit aux USA). En conclusion, le professeur Dodin conseillait aux contaminés... de porter sur eux une notice explicative afin de savoir comment se faire soigner en cas d'évanouissement. Il devait enfin déclarer qu'on peut vivre 40 ans avec ce microbe et que, de toutes façons, il faudrait s'habituer à vivre avec lui.

Le bacille de Witmore n'est pas un inconnu pour nos spécialistes

de la guerre bactériologique puisque des recherches dans ce sens sont en cours actuellement en France et aux USA.

Depuis, un soigneur d'animaux a été hospitalisé à Pasteur, isolé sous verre et au secret, sa femme même ne peut l'approcher. On signale aussi l'hospitalisation de l'enfant d'un couple travaillant au Jardin des Plantes à la suite d'une paralysie partielle non identifiée. Pendant que la CFDT constitue un dossier avec l'aide de la section syndicale de Pasteur, l'inquiétude grandit parmi les travailleurs du jardin.

C.W.

## banlieue lyonnaise

# halte aux saisies

□ Ils étaient environ 80, en majorité des femmes, ce lundi 26 janvier au matin, pour s'opposer aux saisies décidées contre deux familles de la cité HLM des Pérouses, située à Brignais dans la banlieue sud de Lyon.

Cette action décidée par le comité d'action et de défense des locataires faisait suite à une assemblée générale, la semaine précédente, à laquelle participaient 70 à 80 locataires et qui avait décidé à l'unanimité de s'opposer à toutes saisie ou expulsion, de refuser jusqu'en juin 1976 de payer l'augmentation des loyers (en un an, plus de 7,5 % officiellement décidés par le gouvernement) : de bloquer les charges sur une Caisse de dépôts et consignations, jusqu'à l'aboutissement des travaux (promis en 1975) car les immeubles sont rapidement devenus insalubres (la société qui les a construits a fait faillite depuis...).

Le comité d'action et de défense (1), né il y a trois ans, est animé principalement par les militants locaux du PSU. Il a déjà mené plusieurs luttes victorieuses de ce type : luttes de contrôle sur les augmentations des charges et des loyers (le nombre « d'erreurs » (sic) reconnues par l'Office des HLM ou les sociétés privées qui s'occupent des prestations est éloquent !) ; luttes aussi sur le cadre de vie (pas d'aires de jeux, pas de crèches, voies d'accès dans un état lamentable, etc.), souvent difficiles car les « autorités » se rejettent les responsabilités (mairie « apolitique », ponts et chaussées, préfecture...).

Aussi le comité, afin d'élargir son action et de développer un soutien unitaire, a-t-il invité à une réunion le 5 février les unions locales CGT et CFDT, les sections locales du PC, du PS et du PSU ainsi que les autres comités et associations de locataires de la région.

Face à la mobilisation du 26 janvier, les pouvoirs publics semblent déjà hésiter. Aucun huissier ne s'est présenté ce jour-là et l'on apprenait bientôt que l'une des saisies était sans doute une « erreur » (encore une !) et qu'un compromis pourrait être trouvé quant à la seconde (un loyer en retard).

Correspondant ■

(1) Le comité, affilié à la Confédération nationale des locataires, a su mettre en place des structures démocratiques : décisions prises en AG, élection d'un bureau permanent (mais ouvert à tous) qui se réunit hebdomadairement, liaison constante avec tous les habitants (tracts, porte à porte).

## Grigny :

# La malfaçon de vivre

Les habitants de la Grande Borne n'en croient ni leurs yeux, ni leurs oreilles. Ils ne savent trop s'ils doivent se réjouir ou non d'être à la une des journaux, de passer sur toutes les radios aux meilleures heures d'écoute, de « faire » le reportage-choc des actualités télévisées.

Qu'est-ce qui leur arrive ? Enfin on s'intéresserait à leurs problèmes, enfin le mal de vivre quotidien — auquel ils sont soumis sous mille formes, depuis l'architecture même de leur cité qui fait tant parler, en passant par leur déracinement, leur isolement dans la lutte perpétuelle contre le loyer qui ne cesse d'augmenter, les charges galopantes, les moyens de transport aléatoires, jusqu'à la saisie dont on a honte — deviendrait un sujet d'actualité ?

A Grigny la Grande Borne, les locataires des HLM n'ont pas besoin de lire la presse pour savoir de quoi il s'agit. Les fissures dans le plafond, les fentes dans les murs viennent s'ajouter au reste. Joli bruit que celui fait autour des malfaçons de leurs logements, mot-choc lancé par l'UDR de l'Essonne, histoire de mettre des bâtons dans les roues de la municipalité communiste, laquelle municipalité fut bien longtemps très discrète face aux problèmes des loyers impayés et des saisies continuelles, arguant de la bonne ou de la mauvaise foi des habitants.

Malfaçons - Halte aux saisies, une partie de ping-pong où la balle passe au-dessus des principaux intéressés. Un spectacle auquel ils assistent étonnés alors que l'argument en est leur propre vie, et où jusqu'à présent on leur laisse le rôle de figurants.

La Grande Borne nous en reparlerons, plus longuement. Le mal de vivre est toujours d'actualité. A la Grande Borne, on le sait.

M-F. CHAILLEUX ■

## des centrales au cœur des villes ?

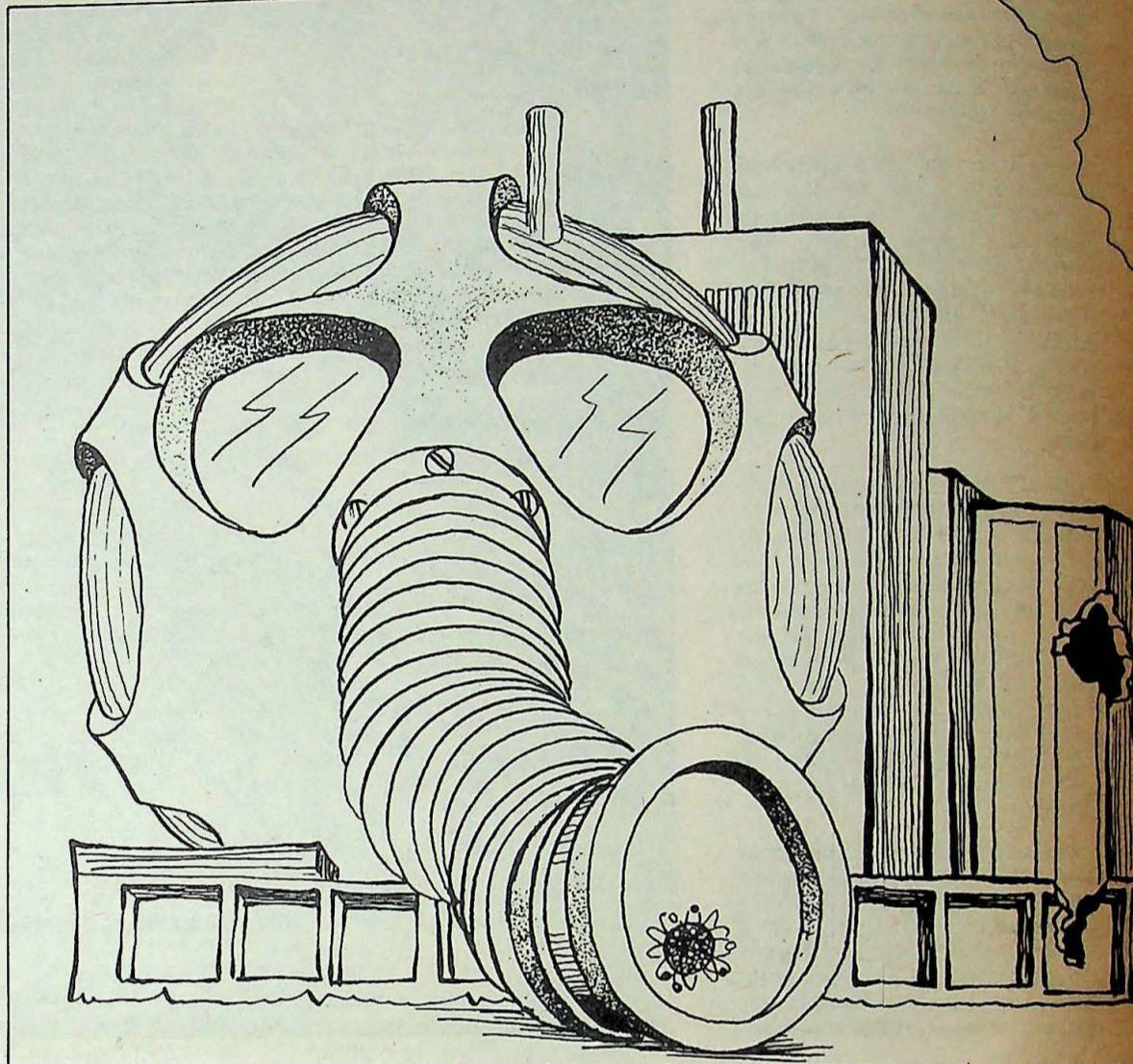
Une nouvelle étape de la lutte contre le programme électro-nucléaire s'ouvre. Dans les prochains mois, voire dans les prochaines semaines, le gouvernement et l'EDF vont vraisemblablement devoir faire face à des conflits plus nombreux et plus graves. Toute une série de facteurs y conduisent : l'extension nécessaire du programme, ses conséquences inéluctables et les leçons que les militants tirent de la première étape de la lutte.

□ Dans les prochaines semaines, le gouvernement va être appelé à de nouvelles décisions, sur notamment le rythme du programme, la localisation des nouvelles centrales, un développement axé vers les surrégénérateurs.

La commission Péon (commission consultative pour la production d'électricité d'origine nucléaire) est invitée à faire au gouvernement, début mars, de nouvelles propositions pour 1978 et 1979. Il semble que cette commission propose que le rythme précédent soit maintenu, avec la réalisation d'installations de 12 000 megawatts. Simultanément ou presque, se posent des problèmes de localisation. Le coût de la distribution de centrales éloignées des villes et des concentrations industrielles s'avère prohibitif. Aussi les centrales comme celle de Flamenville ne seront-elles pas développées. C'est à proximité de Paris, Lyon, Dunkerque, Fos ou de la sidérurgie lorraine que doivent être installées les prochaines centrales. Ainsi, vont se trouver sous la menace, non plus seulement des populations rurales à la fois éparses et peu préparées aux luttes politiques, mais les principales métropoles du pays dans lesquelles est concentré le gros d'une classe ouvrière aguerrie.

### EDF est prête à placer Paris...

Le développement de ce programme pose avec une acuité nouvelle les risques de l'énergie électro-nucléaire. L'étude de la centrale d'Achères témoigne que EDF emportée par sa logique technocratique, est prête à placer Paris sur un volcan. Pour améliorer la production d'une centrale thermique, classique ou nucléaire, il est en effet utile d'envisager de fournir simultanément un réseau de chauffage urbain. Ce réseau est déjà très développé à Paris : il est donc techniquement tentant d'envisager l'implantation d'une centrale nucléaire aux portes de Paris. Mais s'agissant d'une technique mal maîtrisée, présentant de surcroît des risques graves, il serait criminel de l'implanter dans le cœur des agglomérations. Ce risque, les dirigeants de l'EDF l'envisagent. Il est nécessaire qu'ils sachent qu'en cas de catastrophes, qui ne sont évidemment pas certaines mais qui sont fort possibles, il y aura des **Nuremberg nucléaires**. C'est sans doute parce qu'ils mesurent d'ailleurs mieux le danger politique



que le risque technique, que les dirigeants d'EDF font procéder actuellement à une prétendue étude d'impact sur Achères. Mais, sans doute pour s'assurer que les populations riveraines seront peu sensibilisées, les enquêteurs seraient accompagnés par des cadres de l'EDF, rendant par là très suspectes les conclusions de l'étude.

Une autre décision, moins spectaculaire mais plus grave peut-être, doit être prise, concernant la réalisation du sur-régénérateur « super-Phénix » qui devrait être construit à Malville, à proximité de Bugey, aux confins des départements de l'Ain et de l'Isère. Le danger devient infiniment supérieur pour de multiples raisons sur lesquelles pratiquement tous les techniciens sont d'accord au point que les autorités américaines hésitent toujours à se lancer dans cette voie.

Les décisions que le gouvernement doit maintenant prendre, s'il ne se décide pas à remettre en cause son programme, risquent fort de déclencher des luttes dont l'importance sera plus grande qu'auparavant et qui peuvent avoir une autre nature, en mobilisant des millions de travailleurs.

### ... sur un volcan

Des centaines de scientifiques, des économistes, des organisations et notre parti, bien sûr, n'ont cessé depuis des mois de souligner les raisons graves que les travailleurs ont de s'opposer au programme nucléaire.

Les événements confirment déjà que nous avons raison et cela ne fait que commencer.

Mais les incidents de Grenoble, aboutissant à des rejets répétés dans les eaux souterraines d'effluents radio-actifs provenant du Centre d'études nucléaires, rappellent à nouveau le caractère inéluctable dans l'industrie

## Sur-régénérateurs

## Questions sur

Sir Brian Flowers, président de la Commission royale (organisme consultatif officiel chargé d'étudier les dangers associés à la gestion de déchets à haut niveau) a publié en novembre 1975, l'avis de la commission sur un prototype de sur-régénérateur. Ci-dessous des extraits de ce texte :

« ...A l'heure actuelle, le sur-régénérateur présente des dangers associés à la gestion de déchets à haut niveau, à la fabrication et au transport du plutonium, à la fabrication et au transport de dispositifs physiques que d'une force au moins égale à celle du réacteur à neutrons thermiques, dangers associés à la possibilité de sabotages et de vols de plutonium et à la possibilité de sabotages et de vols de plutonium d'une importance mondiale... »

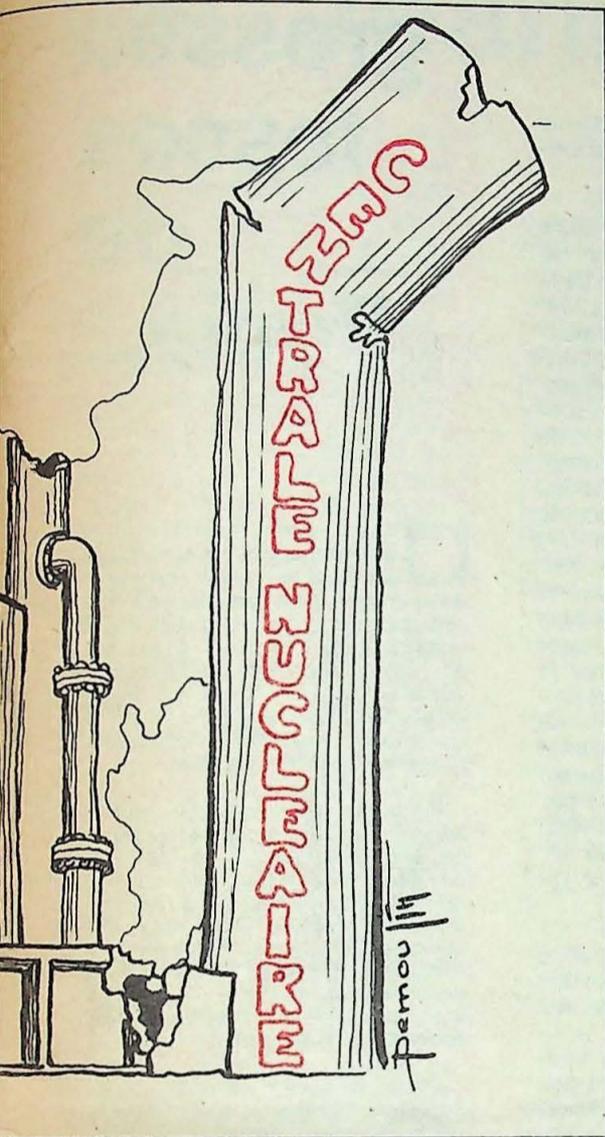
« Le sur-régénérateur prototype doit être situé à proximité de la centrale commerciale de Bugey, dans des installations nécessaires à la fabrication et au transport du plutonium. Il doit être muni de dispositifs de mesure et de surveillance minimes inhérentes à de telles conditions sont le prix inévitable des dangers des sur-régénérateurs commerciaux... »

« Nous craignons toutefois qu'un investissement dans un sur-régénérateur prototype de grande taille fasse passer le programme de sur-régénérateurs (...) ».

Les « Amis de la Terre », qui nous ont communiqué les questions suivantes :

- 1) Situé à 22 km de Bourgoin, à 39 km de Châtenay-le-Royal, le site de la centrale commerciale « super-Phénix » est-il éloigné de la population ?
- 2) Est-il prévu qu'il comporte sur son site une installation de fabrication de son combustible ?
- 3) Quelles dispositions y sont prises pour la fabrication et le transport de plutonium dépensées, produites et transportées ?
- 4) Les dispositifs de sécurité sont-ils suffisants pour assurer la sûreté des effluents primaires ou secondaires ?
- 5) Quel est le prix prévu pour la construction d'un sur-régénérateur prototype en vue d'une comparaison, le montant des crédits alloués à l'énergie ?

# Qu'ils nous préparent



## Le super-Phénix

Grande-Bretagne sur la pollution de l'environnement (èmes de l'environnement) a rendu public, le 2 décembre, un rapport sur un réacteur de taille commerciale. Nous publions

de sérieuses difficultés de nature fondamentale : stabilité, problèmes non résolus quant à la stabilité du système, est qualitativement différente de la stabilité d'un système à la nécessité de traiter de grandes quantités de déchets en particulier pendant les transports. Ces problèmes

de toute agglomération. Il doit comporter sur place un emplacement de son combustible afin d'éliminer les risques liés aux moyens de protection possibles, aussi bien sous l'aspect de la sécurité. Le système doit être conçu de telle sorte qu'il permette les flux de plutonium. Les coûts supplémentaires d'un programme sûr et responsable d'évaluation

massif d'argent et d'effort technologique dans un programme apparaît comme inévitable le choix final d'un pro-

posé ce texte, posent alors les questions suivantes.

à 44 km de Lyon, le sur-régénérateur prototype de ce type de toute agglomération ?

outes les installations nécessaires au retraitement et à

contrôler et contrôler minutieusement les quantités de

En particulier, la cuve est-elle en mesure de résister à la pression mécanique dégagée par une « excursion » nucléaire

super-Phénix et de ses installations annexes ? Quel est le statut des sites alloués en 1975 et 1976 aux sources alternatives

nucléaire d'incidents plus ou moins graves. Cette conviction semble gagner un nombre croissant de techniciens. Les conclusions du rapport de l'Agence du bassin Seine-Normandie en témoignent. « Les implantations de centrales nucléaires doivent être actuellement différées en amont de Paris, compte tenu de la nécessité de ne pas détériorer la qualité des eaux superficielles ou souterraines ». Le directeur de cet organisme ajouterait même, selon un hebdomadaire : « EDF s'apprête à implanter à Nogent-sur-Seine une centrale plus importante que celle de Fessenheim, sur un fleuve au débit bien plus faible. Elle choisit donc l'endroit où les risques sont les plus grands ». Lorsque l'on connaît la prudence du langage administratif, il s'agit d'une mise en accusation.

Une autre conséquence ne saurait plus être retardée très longtemps, il s'agit de l'augmentation du coût de l'électricité. Les investissements nucléaires, au rythme actuel, représentent au moins la moitié du chiffre d'affaires de l'EDF. Des emprunts sont possibles, quoique difficiles, mais en tout cas il faut les rembourser et payer les intérêts. En moyenne, l'EDF va devoir trouver chaque année, en supplément, au moins 10 à 15 % de son chiffre d'affaires pour les investissements nucléaires. C'est le consommateur qui va payer. La lutte contre le programme électro-nucléaire se confondra avec la lutte contre la vie chère.

### Volonté de coordination

Chaque projet électro-nucléaire ouvre de nouvelles luttes, et même parfois plusieurs, car pour une centrale il faut des couloirs de lignes à haute tension et des barrages sur les fleuves et les rivières. Dans les dernières semaines, Nogent-sur-Seine dans l'Aube, Villestrest (Loire) et Naussac (Lozère) ont été le théâtre de luttes. Après l'expérience de Fessenheim, Gravelines, Braud-et-Saint-Louis, EDF connaît le coût financier et politique de la contestation. Aussi, souvent, plie-t-elle bagage sans bruit. Il y a eu ainsi des dizaines de succès locaux, beaucoup plus nombreux que les lieux où EDF l'emporte. Mais n'y aurait-il qu'un site sur dix où la population se résigne ou accepte une centrale et le programme serait finalement réalisé.

Les comités antinucléaires nés autour des premiers sites ont compris, semble-t-il, la leçon. Une volonté de coordination se manifeste de toute part. Les comités bretons se fédèrent. Celui de Toulouse lance un appel à une coordination nationale avec apparemment beaucoup d'écho. Les scientifiques, dont l'apport a été si important, systématisent leur appui aux luttes locales : ils ont créé, il y a quelques semaines, le GSIEN (Groupement des scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire). Certes, la coordination des comités ne suffira pas à assurer le succès du mouvement. Il faut aussi qu'il fédère, de la commune au pays, l'ensemble des syndicats, associations et organisations politiques qui refusent le programme électro-nucléaire, dans une articulation souple où chacun assure des tâches répondant à sa vocation principale.

L'action multipliée autour des sites, la propagande systématique, des rassemblements régionaux et nationaux, concrétiseraient l'avancée nécessaire du mouvement.

Dans l'organisation de ce large mouvement de masse, le PSU et ses militants apporteront leur participation. Dans cette lutte, ils s'attacheront sans cesse à convaincre et à organiser un nombre croissant de militants ouvriers. Ils s'efforceront d'entraîner dans ce combat l'ensemble des organisations ouvrières et socialistes.

Michel FIANT ■

## Braud Saint-Louis utilité publique ?

Le décret d'utilité publique pour la centrale de Braud (Gironde) a été publié au Journal officiel du 31 décembre 1975. Dans un délai de cinq ans, les terres devront être libérées... et leurs occupants relogés ou indemnisés.

La politique de violence du pouvoir se poursuit donc de façon acharnée à Braud. Ce décret sort un an après la fin de l'enquête d'utilité publique qui avait vu plus de 25 000 oppositions se manifester en trois semaines. Depuis l'EDF et les pouvoirs publics, employant tous les moyens de pression contre les opposants, refusent le dialogue et, violant la légalité bourgeoise, construisent la centrale. Alors que le décret d'utilité publique n'était pas paru, une enquête parcellaire (visant à déterminer les parcelles à exproprier dans un premier temps) avait été organisée du 24 novembre au 24 décembre 1975. La démolition des fermes a commencé sur le marais, ce qui a incité certains agriculteurs à vendre à EDF. Pour protester contre cette offensive, une des fermes vendues a été occupée les 17 et 18 janvier derniers, par le collectif antinucléaire et le syndicat de défense des agriculteurs.

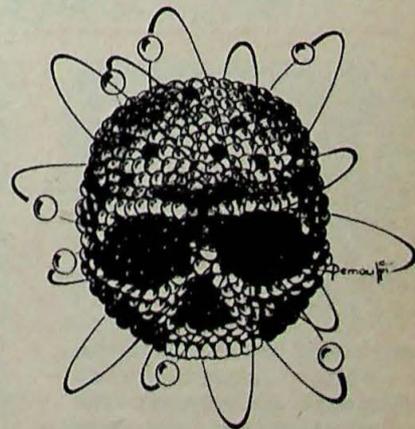
Par contre une ferme antinucléaire existe sur le marais de Braud. Elle informe la population sur les formes d'énergie non polluante. Un centre d'accueil permanent fonctionne. Malgré les pressions financières, les procès, les intimidations policières, les paysans et les militants écologiques de la région continuent à s'opposer à la centrale.

## vient de paraître

PSU documentation  
n° 103-104-105

ELECTRO-NUCLEAIRE

la série le capitalisme aujourd'hui



ET DEVELOPPEMENT  
CAPITALISTE

En vente aux Editions Syros 9, rue Borromée  
75015 Paris - Prix 6 F CCP 19 706 28 Paris.

# Le testament de Soisson

Le Journal Officiel du 20 janvier vient de publier la dernière œuvre de l'ex-secrétaire d'Etat aux Universités avant son remplacement par A. Saulnier-Séité : l'arrêté relatif à la réforme du deuxième cycle.

Après les DEUG et la réforme du troisième cycle, cet arrêté parachève la réforme globale de l'Université dont les principaux aspects sont la reconnaissance de l'objectif professionnel des études de

technique » qui auront à décerner les habilitations aux diplômes (sans celles-ci, ils n'auront pas de valeur nationale) : ces groupes « sont composés en majorité d'universitaires et, pour un tiers au moins, de représen-

annulées et bien peu d'étudiants trouvent un emploi correspondant à leur maîtrise.

Les patrons trouvent une autre occasion d'accroître leur emprise au travers de l'augmentation de la concurrence inter-Universités. On assiste à une généralisation de la pénurie au niveau des budgets. Faute de pouvoir fonctionner, les conseils d'Université sont contraints à passer des accords avec le patronat local pour obtenir des subventions en échange de la création d'enseignements spécialisés qui l'intéressent. Les étudiants auront donc des diplômes n'ayant, au mieux, de valeur que localement. Cet état de faits oblige les Universités, soit à gérer la pénurie tant bien que mal (à Poitiers, des cours se termineront au mois de mars et l'année ne sera pas validée), soit à faciliter l'introduction du patronat, moyennant le contrôle exercé par ce dernier sur l'ensemble des activités de l'Université, dont la définition des programmes et du contenu des études.

La troisième conséquence de cet arrêté est la multiplication des barrages entre les différentes années : entre les DEUG et la licence, licence et maîtrise, maîtrise et troisième cycle. Bien peu nombreux seront donc les étudiants qui pourront passer au travers des habilitations et des divers barrages et trouver un emploi correspondant à leurs études. A ce point de vue, la réforme du deuxième cycle n'apporte aucune amélioration, bien au contraire. Toutes les argumentations du secrétariat d'Etat sont complètement démagogiques.

La mise en application de cette réforme du deuxième cycle serait le dernier maillon du projet patronal de restructuration de l'Université. La lutte est engagée : l'UNEF Provence et le SNEsup dans un communiqué commun protestent contre les aspects « rétrogrades et malthusiens » du projet, mais leur stratégie de démocratisation de l'Université les empêche de s'attaquer aux causes profondes de cette réforme. Ils parlent de « fausse professionnalisation », et non pas d'adaptation de l'Université aux besoins du patronat. Le SGEN-CFDT et le MARC, dans un communiqué commun intitulé « chacun pour soi c'est fini ! Tous ensemble dans la lutte » appellent à une mobilisation à la base dans l'unité.

Les étudiants du PSU doivent contribuer à cette mobilisation en avançant le seul objectif opérationnel face au patronat : le statut de jeune travailleur en formation et le contrôle populaire sur la formation.

Stefan LYLAN,  
Jean-Jacques LEBRAS ■

# malgré les grosses fesses de Ponia...

Sans doute masochiste, le pouvoir, après les ouvriers et les paysans, vient également de se mettre à dos les étudiants. La réforme du second cycle suppose un nombre réduit d'étudiants (des « super fics » pour des « super étudiants »). Cette sélection accrue pour les étudiants entraînera des licenciements pour le personnel enseignant et administratif non titulaire.

Parler de « convergence » des luttes serait insuffisant : les administratifs, les enseignants et les étudiants affrontent une même offensive du gouvernement. C'est pourquoi la section MARC de Paris XIII a engagé une riposte unitaire avec le SGEN-CFDT et le collectif des chargés de cours. L'AG des étudiants, réunie le 26 janvier, a voté une grève d'une semaine pour développer l'information.

C'est pourquoi nous nous proposons de mener une lutte sous de nouvelles formes, autour de quatre grands thèmes.

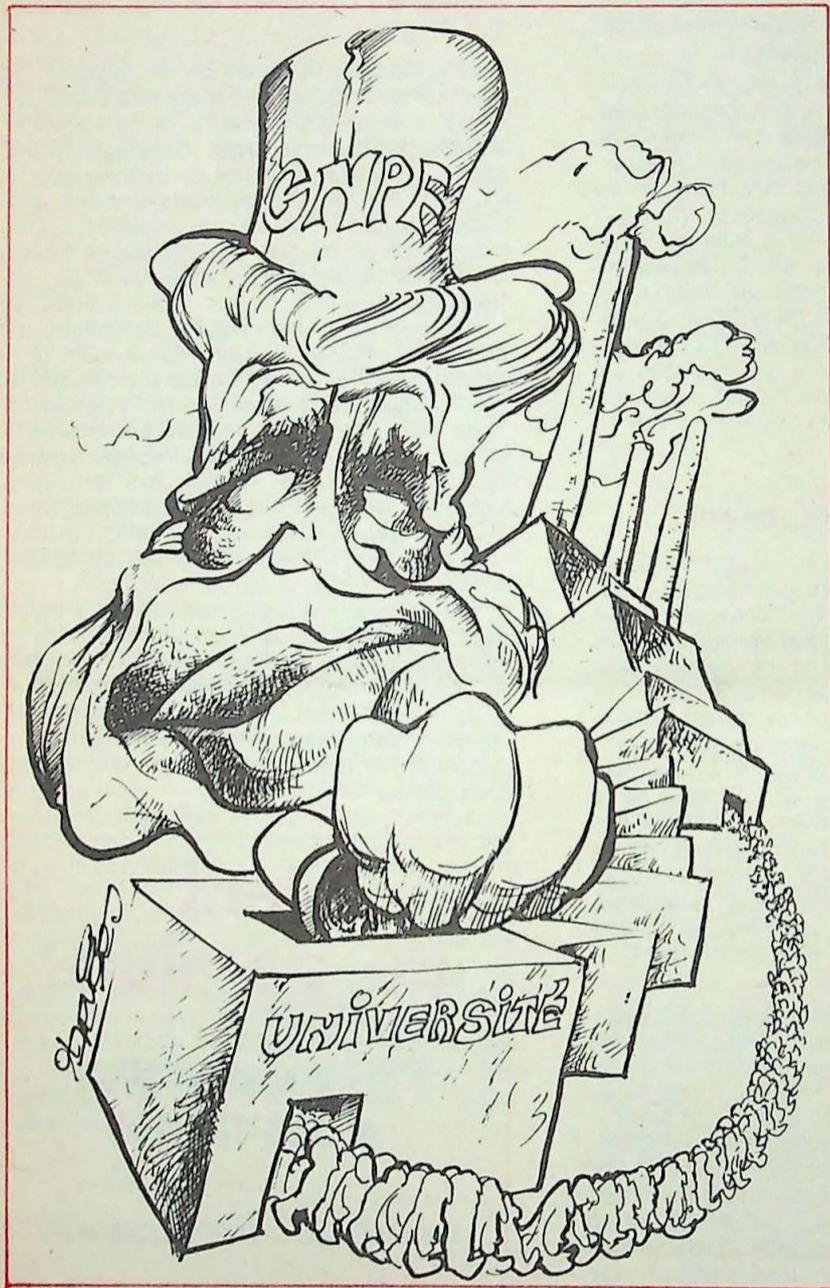
- Une grève en milieu étudiant n'est efficace que si elle menace directement le pouvoir. Cette condition ne pourra être remplie que si le mouvement étudiant sait opérer la jonction avec les luttes ouvrières et paysannes. Il faudra donc nous battre pour mener à bien cette jonction. Le gouvernement, en effet, est assis sur un volcan et il sait bien que, malgré les grosses fesses de Ponia, un mouvement uni risque de tout faire éclater.

- Le MARC, pour mener à bien sa lutte, a l'intention, en accord avec le personnel universitaire, d'utiliser tous les moyens audio-visuels de la faculté.

- Nous avons conscience que les étudiants n'étant pas directement productifs, une grève sur un campus peut apparaître inefficace. A partir des échanges lors des forums et des luttes, en nous servant des moyens audio-visuels, imposons une Université au service des travailleurs : constitution en droit d'un collectif d'aide judiciaire pour les nombreuses expulsions à Epinay et à Saint-Denis ; organisation par les sciences économiques de contre-cours dans les entreprises occupées, etc.

- Mais cette lutte ne pourra être menée à bien que si l'ensemble des étudiants y participent. Pour cela, il nous faut remettre en cause les AG bondées où seules les « grande gueules » ont la réelle possibilité de s'exprimer, il nous faut trouver des formes nouvelles de démocratie.

Pour gagner sur nos revendications, il nous faut mener une grève offensive, là où le pouvoir est vulnérable, sur le terrain de la lutte des classes.



deuxième cycle (principalement au niveau de la maîtrise), la restriction des habilitations des diplômes qui doivent tenir compte des possibilités d'emploi à l'échelon national et local (un diplôme non habilité n'aura plus aucune valeur), une augmentation de la sélection entre DEUG et licence, licence et maîtrise.

Ses conséquences se situent à trois niveaux : l'accentuation de la mainmise du patronat, une plus grande concurrence entre les facultés camouflée sous le nom d'autonomie, une aggravation de la sélection.

Le patronat, déjà présent dans les conseils d'Université, s'introduit dans les « groupes d'étude

tants des principaux secteurs d'activité économique, sociale et culturelle désignés par le secrétaire d'Etat ». Sans commentaires !

En contre partie, on fait mine d'accorder des stages et un emploi garanti aux étudiants qui auront obtenu leurs diplômes « habilités » selon les normes. Cet argument est tout à fait démagogique, à plus forte raison dans la période actuelle, comme l'a montré l'expérience des MST à Ville-taneuse : le conseil de l'Université s'est associé avec le patronat local pour proposer des maîtrises de sciences et techniques d'un nouveau style en promettant bourse supplémentaire et emploi à la sortie. Les bourses furent

# Jeanne ou les Jeanne

Devant nous, Jeanne se meut dans le sinistre confort raide sombre et encombré de la petite bourgeoisie raisonnable qui paralyse la Belgique. De la cuisine à la salle à manger, de la chambre à coucher à la cuisine et à la porte d'entrée, Jeanne accomplit inlassablement, d'un même pas égal, d'un même visage serein et impénétrable, la série de tâches quotidiennes qui constituent son univers : soins de mère abusive et lointaine à son fils, entretien domestique, passe de l'après-midi absolument intégrée au reste, tenant lieu d'activité lucrative.

Les claquements des interrupteurs, tournés imperturbablement à chaque fois qu'elle, ou son fils, pénètre dans une pièce ou la quitte, scandent ce silence, ce temps, qui se vit à travers une série de gestes répétitifs, obsessionnels ; manie du plier, manie de faire dans un ordre immuable qui marquent chaque objet, chaque endroit de la maison et qui semblent permettre un repli total dans la rêverie.

Trois jours se succèdent dont les deux premiers sont semblables. Le troisième, la machine s'enraye. L'ordonnance de tous les gestes de Jeanne se dérègle, le temps échappe au quadrillage quotidien, c'est la crise. La rupture totale, irréversible, s'opère avec le meurtre du client du mercredi après-midi.

Nous suivons Jeanne pas à pas pendant ces trois jours décisifs ;

le temps d'une vaisselle, le temps d'une assiette de soupe. Artifice que ce temps réel ? Non, une écriture qui nous donne un rôle interprétatif, un regard clinique même. Mais cette recherche d'un temps réel est aussi la tentative de parler des femmes, de toutes celles dont l'espace social est réduit à l'univers domestique : les objets, les enfants, la prostitution. Toute cette gestuelle, maniaque, obsessionnelle, est attribuable à l'ensemble des « femmes au foyer », d'autant plus que le fonctionnement de la cellule familiale actuelle n'offre plus les justifications à la dépense de 16 heures quotidiennes de soins et d'entretien.

Le semblant s'impose, le faux ordre et la pléthore d'objets superflus prennent peu à peu la place du fonctionnel. En cela, la dimension pathologique du comportement maniaque de Jeanne — qui constitue le noeud du film — est parfaitement éclairante de l'oppression des femmes. Cependant on franchit un degré dans le pathologique et on retrouve Jeanne seule, enfermée dans un silence paranoïaque.

Chantal Ackerman a réussi son film, variation sur les chemins qui mènent les femmes à la folie. Elle s'est exprimée. Mais les femmes qui subissent l'aliénation domestique dont elle parle vont-elles entendre sa voix ?

Corinne WELGER ■



## des militantes du MLAC inculpées

Au mois d'octobre 1975, le père d'une jeune fille mineure porte plainte contre les femmes du MLAC pour manœuvres avortives, exercice illégal de la médecine, coups et blessures.

C..., la jeune fille, ne veut pas assumer une grossesse seule et décide donc d'avorter. Mineure et sans l'accord de ses parents, elle ne peut bénéficier de la nouvelle loi sur l'avortement. Elle s'adresse donc au MLAC, elle n'avait pris cette décision que parce qu'elle n'avait aucune autre solution. Dans ces conditions, l'avortement qui se déroule normalement lui paraît, d'un coup, alors qu'il est presque fini, une épreuve insurmontable. Elle demande qu'on la conduise à l'hôpital. Les femmes présentes discutent avec elle, lui expliquent les problèmes que risque d'entraîner sa demande. Mais C... décide qu'elle veut malgré tout être emmenée à l'hôpital. Ce qui est fait.

Le jour où C... est sortie de l'hô-

pital, son père a porté plainte contre les femmes du MLAC. Après l'enquête de police, l'affaire avait, semble-t-il, été suspendue. Mais, le mardi 20 janvier 1976, le doyen des juges d'instruction d'Aix convoque cinq des femmes qui ont participé à l'avortement de C... pour leur notifier leur inculpation.

Cette affaire montre les carences de la loi du 18 janvier 1975, souvent mal et très inégalement appliquée. Elle ne correspond pas vraiment aux besoins des femmes : l'avortement n'est pas remboursé, la loi exclut les mineures dont les parents n'acceptent pas l'avortement, celles qui ont une grossesse de plus de 10 semaines... La longueur et la complication des démarches découragent et culpabilisent les femmes...

Il est à penser que cette affaire relancera la lutte des femmes pour la libération de l'avortement et de la contraception. Ce n'est pas en nous attaquant au travers de sa justice que le gouvernement nous fera taire ! ■

## D.C.L. de retour !

Une semaine de ski de fond  
qu'en pensez-vous ?

C'est encore possible...

du 21 au 28 février  
du 6 au 13 mars  
ou du 13 au 20 mars

Pour 360 F dans un  
CENTRE DE SKI NORDIQUE EN ARDECHE

TARIF REDUIT SUR TRANSPORT

(place limitées)

(Adresser toute correspondance  
à TS qui transmettra).

congrès du PDUP

# Unité des révolutionnaires ou unité populaire

○ D'un côté, un courant populiste (motion 1) qui s'articule autour des anciens membres du PSIUP /MPL. Il a récemment reçu des renforts divers : le groupe Praxis issu du trotskysme, un groupe maoïste local de la région de Naples et, surtout, le Movimento Studentesco milanais de Capanna, groupe étudiant réformiste plus ou moins militarisé.

L'essentiel de son ossature théorique est le fruit de la réflexion des éléments syndicalistes (1). Ils insistent sur la nouveauté de la situation sociale. Pour Foa, par exemple, celle-ci se caractérise par la cassure en deux de la classe ouvrière, entre les éléments des grandes usines et le reste du prolétariat (travailleurs à domicile, chômeurs, etc.), entre une fraction relativement stable de la classe ouvrière et une frange mobile sur laquelle le patronat peut jouer suivant la conjoncture. Le parti doit donc être présent dans l'ensemble des masses, et non plus seulement dans le secteur ouvrier. C'est-à-dire que, s'il faut certes se préoccuper de l'avenir de la société, on doit le faire en prenant en compte l'ensemble des petits problèmes de tous les jours.

En ce qui concerne la politique du PC, dont l'appréciation était au centre du congrès, le courant Miniati-Foa-Migone estime que, si le succès électoral de la gauche a donné un nouvel élan à la lutte ouvrière, la politique de compromis historique avait pour objectif de contenir la poussée des masses. Le PCI s'en prend donc à l'autonomie syndicale, cherchant à faire des syndicats, non plus des organes de lutte, mais des instruments de pression et de propagande politique.

Si le PCI a cette politique, c'est qu'il veut à tout prix éviter que la petite bourgeoisie puisse servir à nouveau de base de masse au fascisme. PCI (et PSI) ont donc choisi l'alliance avec la DC (Démocratie chrétienne), considérée comme organisatrice de cette couche. Cette stratégie privilégiant un rapprochement entre la classe ouvrière et la petite bourgeoisie, le rôle du parti révolutionnaire est d'organiser tous ceux qui sont, de fait, abandonnés par les forces traditionnelles : chômeurs, ouvriers agricoles, émigrés revenus au pays, les masses du Sud.

Le parti doit montrer qu'il est socialement différent du PCI. Il faut avant tout privilégier le mouvement ; il n'y a pas d'unité possible s'il n'y a pas unité dans le mouvement. Cette présence commune dans l'aire sociale abandonnée par le réformisme fournit les bases de la fusion avec Avanguardia Operaia. Au total, le parti aurait trop débattu des issues des équilibres gouvernementaux possibles, il doit avant tout être un thermomètre interne au mouvement des masses (Foa).

De l'autre côté, le courant Magri-Rossanda (motion 2), sans rejeter certaines analyses de l'autre courant, place au premier plan la caractérisation de la période (2). Dans le bouleversement à court terme des équilibres politiques et sociaux, la situation se caractérise de la façon suivante.

1) Il n'y a pas de stabilisation capi-

**Le congrès du PDUP qui s'est tenu les 29, 30, 31 janvier, et le 1er février à Bologne en Italie a été marqué par l'affrontement de deux courants, de force sensiblement égale. En fait, c'est un désaccord essentiel qui traverse l'organisation.**



Lucio Magri

taliste possible sans une nouvelle défaite historique du mouvement ouvrier.

2) La poussée populaire peut amener la gauche au pouvoir.

3) Mais les forces de gauche risquent d'arriver divisées au pouvoir et avec des perspectives stratégiques différentes.

4) L'objectif prioritaire est donc de construire, au dedans et au dehors des organisations traditionnelles, un bloc d'alliances sociales capable de rassembler gouvernement de gauche et mouvement dans une perspective de transition. Le PDUP doit donc chercher à être le moteur d'un tel processus.

A la différence du courant 1, le courant 2 fait nettement la différence avec la période précédente où le PDUP avançait la perspective de « nouvelle opposition », c'est-à-dire une tentative de faire croître au sein du mouvement et des forces politiques l'ébauche d'un nouveau bloc social capable d'arriver plus préparé à une échéance gouvernementale. L'important est de comprendre qu'on n'en est plus là. Le cadre politique qui était celui dans lequel se mouvaient DC et PCI s'est dégradé très vite. La force de la gauche déborde désormais le cadre traditionnel de l'opposition. La gauche est déjà, localement et nationalement, entrée dans la sphère des responsabilités de gestion, de gouvernement. Ne voir dans

l'ascension des organisations traditionnelles que son aspect d'intégration, c'est se condamner à la solution minoritaire, ou renvoyer à plus tard la question du pouvoir car elles ont eu aussi un rôle de véhicule du mouvement. Certes, le gouvernement de gauche sera au départ dirigé par les forces réformistes : il ne faut pas pour autant le considérer comme une couverture à l'ombre de laquelle la gauche révolutionnaire ferait croître le mouvement jusqu'à l'amener à prendre seul le pouvoir. Il existe aujourd'hui une autonomie de masse du mouvement : le problème n'est plus, comme lors du mai rampant, de construire l'autonomie ouvrière mais d'impliquer cette autonomie dans un projet politique.

Enfin un troisième courant, autour de L. Pintor, s'est abstenu. Il sera cependant représenté en tant que tel au Comité central.

Ce qui vient de se passer au sein du PDUP doit nous amener à réfléchir sérieusement sur nous-même, sur ce qu'est une stratégie révolutionnaire pour le pouvoir. Comment expliquer, au moment où les échéances de pouvoir se rapprochent, l'apparition brutale, au sein d'une organisation, de propositions de stratégie de débordement ? C'est, pour les révolutionnaires, vis-à-vis des réformistes au gouvernement, le meilleur moyen de ne pas se poser les problèmes du pouvoir.

Il est donc tout à fait essentiel que la stratégie pour le pouvoir soit discutée et mise en pratique bien avant le moment où les échéances sont imminentes (importante de ce point de vue de la conférence du PSU sur l'unité populaire). C'est la seule façon pour que puisse être critiquée dans les faits une certaine conception qui voit d'abord dans le parti le lieu où s'actualisent l'ensemble des sensibilités du mouvement social. Finalement, le déroulement du débat, son issue, manifestent un certain ressaisissement du parti, d'autant plus qu'on peut imaginer que la précipitation prévisible de la situation bouleversera les équilibres au sein du parti. Une voie, certes étroite, est maintenant ouverte, après le congrès du PDUP, de voir triompher une stratégie qui rompe résolument avec la tradition avant-gardiste qui cherchait à construire le parti sur les échecs de la stratégie stalinienne. Il s'agit au contraire de développer le parti, l'hégémonie révolutionnaire sur le mouvement, sur la crise qui ne manquera pas de résulter de la victoire même des réformistes. Telle est l'hypothèse sur laquelle le PSU cherche aujourd'hui à construire sa stratégie d'unité populaire comme réponse adéquate aux problèmes de la révolution en Occident.

François DESMOULINS ■

(1) On entend par « syndicalistes » en Italie, les membres de l'appareil syndical. Ceux-ci se différencient des permanents syndicaux français, en ce qu'ils ne sont pas en général des syndiqués professionnalisés, mais des servants (employés) intellectuels du syndicat.

(2) Pour de plus amples développements, voir l'interview de Luciana Castellina, à paraître dans TS la semaine prochaine.

# Le combat, le mensonge et l'enjeu

Le mardi 26 janvier dernier, d'importantes forces de l'armée royale marocaine attaquaient une unité de l'ANP (armée nationale populaire) algérienne près d'Amgala. Par delà le résultat de cet accrochage, prévisible en raison de la disproportion des forces engagées, c'est l'enjeu politique du conflit qui est révélé à travers cette péripétie militaire.

Depuis déjà trois mois, l'ANP encadre les convois de ravitaillement à destination des camps de réfugiés sahraouis. La monarchie marocaine ne peut en aucune façon arguer d'une invasion algérienne dans ce qu'elle considère, sans aucune justification légale, comme son territoire : la politique d'« ethnocide » — que, selon les constatations du haut commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés, elle pratique vis-à-vis de la population sahraouie — a provoqué l'apparition de camps de réfugiés. C'est à ceux-ci, par l'intermédiaire du Croissant Rouge sahraoui, que la Croix-Rouge internationale envoie des secours acheminés à travers l'Algérie, seul pays limitrophe à appuyer le peuple sahraoui face à l'invasion maroco-mauritanienne. Il est à la fois scandaleux et, hélas ! peu surprenant que la plupart des grands organes français de presse transforment ces convois de secours en armée d'invasion : les seuls envahisseurs sont les armées de Hassan II et d'Ould Daddah, qui ont occupé le Sahara avec la bénédiction du colonisateur espagnol, en violation de leurs propres engagements d'Agadir (juillet 1973), des conclusions de la Cour internationale de justice de la Haye (octobre 1975), et des résolutions de l'ONU.

Quant au champion du bavardage mensonger installé depuis 1974 à l'Elysée, il confirme (interview au *Nouvel Observateur* n° 586) son soutien aux thèses maroco-mauritanienne : ce qui ne l'empêche pas immédiatement après, avec la rigueur logique qui le caractérise, de se déclarer neutre et d'affirmer « ce qui nous a empêchés jusqu'à maintenant d'offrir nos bons offices dans ce malheureux conflit (...), c'est l'idée que, à moins d'y être formellement invitée, une puissance autrefois colonisatrice ne saurait s'immiscer dans les affaires de pays qui ont été ses colonies » (dans les autres, par contre, c'est permis ! ainsi se trouve justifié le jeu français en Angola...). C'est sans doute en vertu de ce beau principe que Giscard s'est récemment immiscé, sans que quiconque fasse appel à sa diplomatie, dans les affaires intérieures du Sud-Vietnam et du Liban, ex-colonies françaises, avec le succès que chacun sait.

Mais qu'importent les mensonges ou les stupidités de l'Elysée. Seuls comptent les actes concrets de la politique française. Il ne reste plus à Giscard qu'à donner suite aux belles intentions proclamées dans son interview au *Nouvel Observateur*, tant en ce qui concerne la coopération franco-algérienne que la non-ingérence dans l'affaire du Sahara.

Quant à nous, nous ne nions pas notre ingérence, notre solidarité avec le peuple sahraoui qui a mis dans l'engrenage, comme l'écrit Georges Montaron dans *Témoignage Chrétien*, « un grain de sable qui vient gripper la mécanique made in USA, (... qui) a ouvert une brèche dans le mur américain de l'Atlantique ».

Jean MENDELSON ■

**Ecole d'enfants sahraouis réfugiés dans le camp militaire du « Front populaire de libération du Seguiat el Hamra et du Rio de Oro » (F POLISARIO).**



**Ve Conférence des Jeunes d'Europe  
et des Pays Arabes**

## Une délégation du PSU à Alger

**Tout Alger était pavée de calicots aux couleurs du front Polisario ce qui confirmait l'intérêt de l'Algérie à la lutte du peuple sahraoui. Ce thème devait du reste dominer la Ve Conférence des jeunes d'Europe et des pays arabes qui s'est tenue du 23 au 27 janvier 1976, au Club des Pins.**

**Dans cette enceinte où les architectes égyptiens ont réalisé une synthèse parfaite des styles arabes et modernes et qui avait déjà réuni, sous ses arcades mauresques, les non-alignés en 1972, le discours inaugural a été prononcé par Monsieur Abdelaziz Bouteflika.**

**Le ministre algérien des Affaires étrangères a montré une authentique capacité d'analyse réaliste et a manifesté au sujet de la question brûlante du jour, le Sahara, une modération remarquable et remarquée par les Algériens eux-mêmes.**

Quatre sujets étaient proposés aux congressistes. Le choix de la première question concernant la sécurité en Europe et dans la Méditerranée explique que, du côté des organisateurs, on ait tenu à élargir la conférence aux radicaux, aux socialistes et aux communistes avec statut de participants. La résolution finale devait du reste insister sur l'appui « ferme » à apporter à la lutte de la classe ouvrière et des forces progressistes en Europe. Quant aux représentants des pays de l'Est, ils siègeraient avec statut d'observateur. Leur présence attestait de l'intérêt qu'attache l'Algérie à leur soutien dans le contexte diplomatique difficile d'aujourd'hui.

On se doute bien cependant que cet élargissement ne devait pas manquer de soulever des problèmes, notamment dans la deuxième commission qui avait à traiter des luttes de libération nationale. Certes, le soutien à l'OLP fut réaffirmé. Cependant, les délégués communistes refusèrent de voter un amendement, retenu cependant, qui condamnait sans nuances les accords du Sinaï. Dans toutes leurs interventions, ils insistèrent sur la reconnaissance des Etats du Moyen-Orient (y compris Israël). On imagine très bien les réactions virulentes des délégations libyennes ou algériennes, pour ne citer que ces exemples-là. Des débats passionnés devaient sortir un texte réaffirmant, pour les Palestiniens, le droit à une patrie laïque et démocratique. Pour couronner le soutien aux luttes de libération nationale, un meeting animé eut lieu à Alger à l'instigation de l'Union nationale de la jeunesse algérienne en faveur du front Polisario.

La troisième commission, qui s'était perchée sur la stratégie de l'impérialisme et de ses supports, devait insister, à partir de la pro-

position du responsable de la délégation PSU, Bernard Ravenel, sur la mobilisation nécessaire à la mise en échec des monopoles et des multinationales. Enfin la dernière commission a formulé la nécessité, pour toutes les forces progressistes mondiales, d'œuvrer à un ordre économique plus juste.

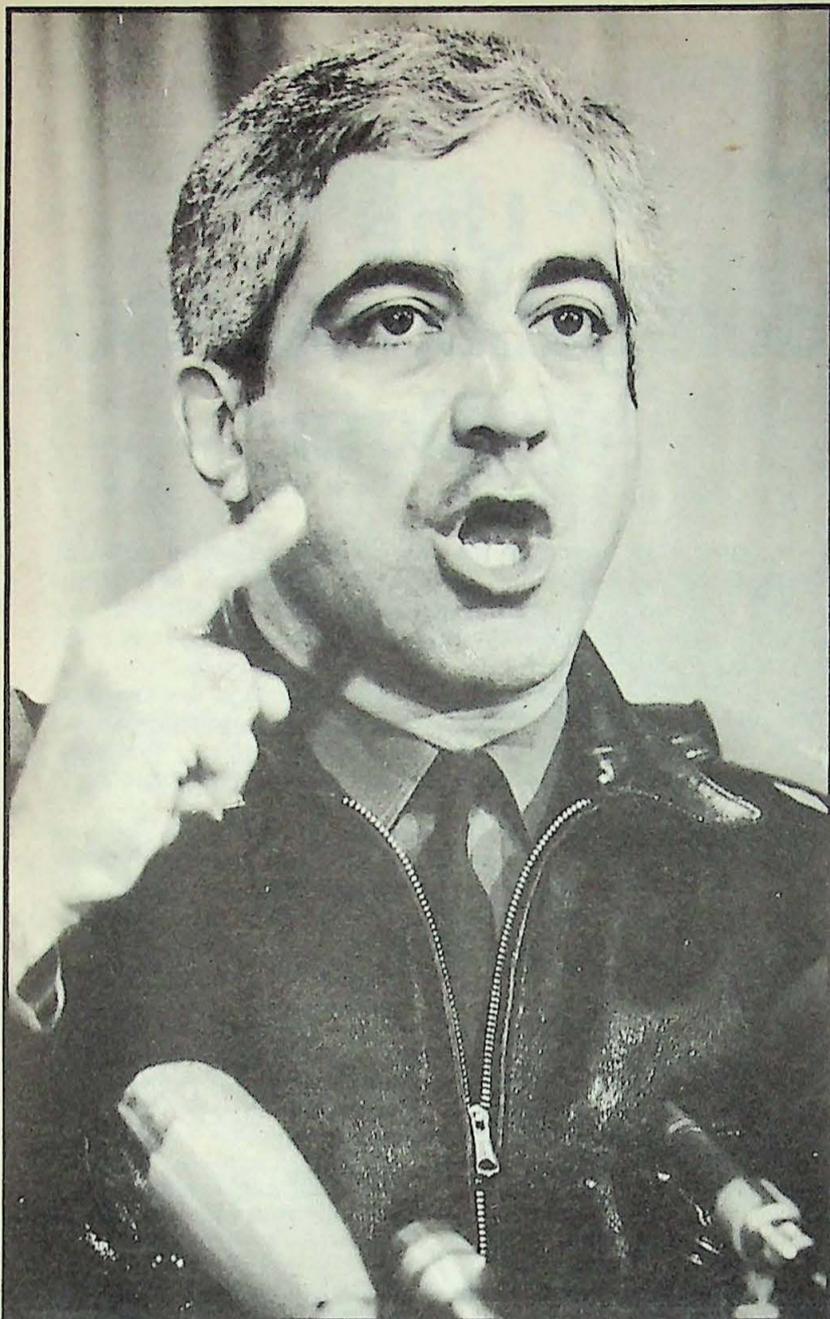
Certes, il ne faut pas attendre de miracle d'une conférence fondée, notamment, par le Front des jeunes progressistes (gaullistes de gauche). De nombreuses ambiguïtés président aux compromis souvent laborieux, aux débats désordonnés, à des textes à l'efficacité douteuse et aux dialogues de sourds. Cependant, le fait-même de débattre de ces questions primordiales est toujours fructueux ; un pont entre la lutte anticapitaliste et les luttes anti-impérialistes a été jeté. C'est un aspect que devait souligner la délégation du PSU dans une interview accordée au quotidien *El-Moudjahid* du 25-26 janvier. L'intérêt de rencontres de tous ceux qui luttent dans le monde (OLP, MPLA, Front Polisario etc.) n'est pas à démontrer.

Pour le PSU, ce fut l'occasion d'échanges passionnants avec le PDUP, le PSI et le PCI italiens, le PASSOK grec, et le PC espagnol. Pour la première fois depuis le changement intervenu à la direction de notre parti, une délégation de trois membres du Bureau national était reçue par M. Messaadia, responsable de l'orientation du FLN. En ce moment solennel, et dans la conjoncture particulière de la crise franco-algérienne profondément ressentie à Alger, le PSU devait réaffirmer sa solidarité avec le peuple algérien et dénoncer la politique du gouvernement français qui vise à encercler l'Algérie, bastion de l'anti-impérialisme.

Alain TLEMCEN ■

exclusif

# OTELO DE



**TS: Que s'est-il passé exactement, le 25 novembre, et quel est le sens de ces événements ?**

**Otelo de Carvalho:** Ici au Portugal, la lutte des classes a été formidable en novembre. Pour la droite, il était indispensable de réprimer la lutte des classes du prolétariat. Ce qui allait se préparer, sous un petit prétexte de la gauche militaire, c'était un coup d'Etat de la droite. Pour nous, il s'agissait de préparer les masses à cette éventualité.

Le 25 novembre s'est ouvert sous le signe d'une coalition de la droite militaire et de la gauche modérée. A quatre heures du matin, j'ai quitté le Conseil de la révolution. A six heures, un débat commençait au Copcon. A onze heures, mon chef d'état-major m'a téléphoné en me demandant de venir au siège du Copcon : précisant que les parachutistes de Tancos ont gagné la base aérienne, et ont arrêté le général Pinho Freire. J'ai pensé : c'est le prétexte qu'attend la droite militaire. A deux heures et demi, j'arrive au Copcon. On me dit que le Président Costa Gomes (1) m'a appelé au téléphone toutes les cinq minutes. Il me demande de le rejoindre à Belem. Vers quatre heures, quatre heures et demi, j'arrive au palais de Belem. Je confère avec Costa Gomes sur

la question : comment retenir les parachutistes de Tancos. Mais précisément **quand je suis arrivé à Belem, les commandos sont sortis d'Amadora.** L'offensive commençait.

Quant aux troupes du Copcon, elles ont seulement défendu leurs positions ; le Ralis (2), par exemple, avait mis en place son dispositif d'alerte (comme au 11 mars) (3). Les organes d'information étaient protégés déjà, depuis trois ou quatre jours, par les troupes du Copcon.

Vers cinq heures j'ai téléphoné, de Belem, pour annoncer que les commandos d'Amadora avaient commencé leur action. Ainsi j'ai évité le choc, et le commencement de la guerre civile. Les vrais héros, ce sont mes camarades et les forces de gauche, qui se sont rendus sans un geste. Si j'étais resté au Copcon, au lieu d'aller à Belem, si j'avais pris position par téléphone, par rapport à Costa Gomes, j'avais gagné la bataille. Mais il n'était pas question de prendre le risque de la guerre civile.

**TS: Quel était le dispositif prévu, du côté de ceux qui ont sans doute ordonné l'offensive des commandos d'Amadora ?**

**Otelo Saraiva de Carvalho a été arrêté le 20 janvier 1976, et conduit à la prison de Santarem. Depuis le 25 novembre, la moitié environ des hommes du 25 avril est emprisonnée. La police du fascisme tire sur leurs familles et fait quatre morts devant leur prison, à Custoias. L'homme par excellence du 25 avril, celui qui en a tissé et tenu tous les fils sans vouloir en tirer le pouvoir pour lui-même, n'était plus désormais qu'un individu isolé, en vêtements civils, sous surveillance policière, frappé par l'interdiction de prendre la parole publiquement et même d'accorder des entretiens.**

**O. de C.:** Il y avait le poste opérationnel, à Amadora. Avec Raimundo Eanes (4), Firmino Miguel, Jaime Neves.

**TS: Et Garcia dos Santos ?**

**O. de C.:** Oui, pour le **plan des transmissions.** Et il y avait le poste relais, politique, à Belem, avec Loureiro dos Santos. Le Président Costa Gomes était en dehors de tout cela. Il s'est incliné devant eux, en adhérant à la situation. A quatre heures et demi à Belem, quand je suis arrivé, Costa Gomes m'a dit : la situation est grave, les parachutistes ont gagné la base aérienne, j'ai appelé Costa Martins (5) et je lui ai demandé : « est-ce que vous avez quelque chose à voir avec cela » ? Costa Gomes ajoutait qu'il avait demandé à Costa Martins de parler aux parachutistes en leur assurant qu'ils pourraient retourner à Tancos. « Et demain », ajoutait-il, « j'irai à Tancos parler avec eux et leur faire des propositions ». J'ai répondu : « c'est une merveilleuse suggestion. Les parachutistes s'arrêteront avec cela ».

**TS: L'hypothèse du Président Costa Gomes semble donc, à ce moment-là, de faire passer la base-école de Tancos sous le commandement du Copcon, qui s'accroîtrait ainsi d'une force de combat de deux mille hommes ?**

**O. de C.:** Malheureusement, Costa Martins n'a pas parlé aux parachutistes, ou n'est pas parvenu à les joindre. C'est seulement vers 9 h du soir que Costa Martins est venu à Belem pour annoncer qu'il était possible que les parachutistes retournent à Tancos. Mais, à cette heure-là, les commandos d'Amadora avaient déjà occupé la base de la première région aérienne à Monsanto.

**TS: J'ai entendu dire que l'état-major des forces aériennes avait été fort irrité par les tentatives du Président Costa Gomes pour éviter le choc et négocier une solution pacifique.**

**O. de C.:** En effet. Le malheur,

c'est que Costa Martins n'ait pas communiqué son message aux parachutistes. Il a laissé ainsi la droite militaire **prendre l'initiative** du coup. Alors qu'il avait eu la possibilité de faire gagner la gauche, dans des conditions pacifiques.

A bien des égards, ce qu'ont fait les paras a été un prétexte futile. Leur opération était conduite **sans commandement** : ce n'était évidemment pas un coup d'Etat. Et les forces de droite en ont profité. Ainsi, à Evora, tous les officiers de gauche ont été déplacés, bien qu'ils n'aient rien eu à voir là-dedans.

**TS: Quel est maintenant le rapport entre les tendances politiques, à l'intérieur des forces armées ?**

**O. de C.:** La gauche modérée, (Melo Antunes, Vasco Lourenço, Pizarat Correia) est maintenant l'objet d'attaques singulières, de la part de ceux qui avaient formé avec elle le Front militaire unique (**Frente Militar Unica**) (6). En particulier de la part du major Aventino Teixeira, dont le langage est très proche de celui du MRPP (7), qui est très lié à Arnaldo Matos, et qui est maintenant l'**advisor** politique de l'état-major. Dans ces cercles-là, on perçoit des efforts pour enlever le pouvoir à la gauche modérée, en dénonçant Melo Antunes, le « pape politique », le « conciliateur ». Ces efforts vont de pair avec le ressurgissement de la droite spinoliste. Les hommes liés au 11 mars 1975 reviennent, et Spínola prépare son retour : il donne un interview au **Commercio do Porto**, le journal le plus fasciste du Portugal.

**TS: Le journal qui en gros titres dénonçait l'autre jour « les étrangers indésirables au Portugal ».**

**O. de C.:** **O. Tempo**, journal d'extrême droite, publie les opinions de l'aide de camp de Spínola. Il appelle celui-ci le « héros du 25 avril », alors que **Spínola n'est même pas apparu le 25 avril**, au niveau de l'opération militaire.

# CARVALHO PARLE

**Qu'Otelo de Carvalho, l'homme par qui le Portugal a retrouvé la liberté, soit maintenant un proscrit dans son pays, c'est là un indice lourd de sens. Son arrestation est un degré de plus dans ce sens-là. Tel est le « retour à la démocratie », tel qu'il fonctionne en décembre 1975 et janvier 1976 à Lisbonne et à Porto. Deux membres de la commission d'enquête du Comité Russel pour le Portugal, Jean Pierre Faye et François Leclerc, ont rencontré Otelo le 8 janvier. Nous publions, ci-dessous, les notes de leur conversation.**

**TS :** Est-ce que les hommes de la gauche modérée ont une perception de ce danger ?

**O. de C. :** En août 1975, Melo Antunes et Vasco Lourenço me disaient qu'étant donné l'avancée menaçante de la droite, il fallait que je sois le candidat à la Présidence ou le chef d'état-major des forces armées... Mais laissons cela.

août 1975, pour moi, c'est l'effort important que j'ai tenté dans le sens d'un équilibre et d'un accord entre le groupe des Neuf (son « anti-gonçalvisme ») et la ligne que j'avais donnée au Copcon : ce qu'Arnaldo Matos appelait son « romantisme basiste ». Mais la gauche militaire, l'extrême gauche, a commis une erreur grave : elle n'a pas voulu céder un millimètre dans les positions du Copcon. Elle a cru prendre ainsi une attitude très radicale : c'est ainsi que le **projet politique d'août**, qui était beaucoup plus à gauche que le VIe gouvernement, a échoué. On a refusé le projet que j'avais élaboré avec Melo Antunes, et qui devait servir de base au gouvernement Fabiao (8). Et ce fut le VIe gouvernement qui l'a remplacé.

**TS :** Quelles sont les conséquences du 25 novembre ? Dans la perspective d'un homme comme Melo Antunes, par exemple ?

**O. de C. :** Un révolutionnaire pour moi, c'est l'audace. Melo Antunes : peut-être lui manque-t-il le « romantisme »... l'audace du révolutionnaire.

Et maintenant, il y a un temps d'arrêt, car nous avons perdu cette bataille politique, sans l'avoir vraiment engagée. **Mais le climat d'immense liberté**, la possibilité pour les masses populaires de connaître l'explosion de la liberté sans qu'intervienne jamais la répression des forces militaires (ni celle de la GNR, qui craignait trop le Copcon pour oser tirer sur la foule), cela s'est évanoui maintenant. Ce fut la chance de créer un vrai socialisme de base.

En face de cela, la volonté de répression dans la bourgeoisie est une chose terrible.

**TS :** Comment jugez-vous l'attitude du parti socialiste en ce moment, à votre égard ?

**O. de C. :** J'ai chez moi tous les livres de Mario Soarès et de Manuel Alegre, munis de dédicaces enflammées : au héros qui nous a donné la liberté...

**TS :** Pouvons-nous vous demander à quel moment fut fondé le MFA ? Par quel groupe ? Et quel rôle avez-vous joué dans la révolution du 25 avril ? Pourriez-vous nous décrire son développement ?

**O. de C. :** Le MFA a été fondé en mai-juin 1973. Sous sa première forme, comme « mouvement des capitaines »... « Le 23 avril 1974, j'ai donné les ordres ultimes aux éléments de mon équipe. Dans le parc Edouard VII, derrière la statue du marquis de Pombal. Je remettais les enveloppes contenant les consignes, assis sur un banc du parc. Les camarades se promenaient autour. Chacun à son tour venait s'asseoir un instant, et pour les derniers, j'ai demandé qu'ils me rejoignent dans ma voiture. Dans le coffre j'avais six postes-émetteurs de radio pris à l'Académie militaire. Je suis allé ouvrir le coffre et je les ai distribués aux responsables des transmissions. (Auparavant j'avais fait circuler un bruit, un « boato », annonçant que le 2 mai allait être « la date »...). Les camarades parlaient avec leurs enveloppes, immédiatement, vers leurs postes d'opération respectifs. Du Nord au Sud. Du Minho jusqu'à l'Algarve. Vers deux heures de l'après-midi, le 24 avril, un coup de téléphone pour dire que tout était prêt.

**TS :** Le coup de téléphone était donné en quel lieu ?

**O. de C. :** D'une cabine téléphonique. Je n'avais pas le téléphone chez moi. C'était le meilleur moyen d'éviter les tables d'écoute.



Vers dix heures du soir, je suis allé au poste de commandement : à la caserne de Pontinha. Notre quartier général...

Et ce fut le 25 avril...

Mais notre première grande erreur, ç'a été de constituer la « Junte de salut national ». Avec des généraux et des amiraux, avec Spínola, Galvão de Melo, etc. Un ami me le reprochait alors, il me disait : pourquoi as-tu fait la révolution pour donner ensuite le pouvoir à des hommes qui ne sont même pas des démocrates, comme Spínola ? Mais les noms connus, c'était Spínola, Costa Gomes. Qui connaissait Vasco Lourenço, Melo Antunes, Otelo de Carvalho ?

**Notes de conversation recueillies par Jean-Pierre Faye et François Leclerc.**

(1) Président de la République portugaise.

(2) Ils s'agit du 1er régiment d'artillerie légère, considéré comme le régiment « rouge »

(3) C'est ce dispositif du Ralis, mis en place par Otelo de Carvalho, qui a amené l'échec du coup d'Etat spínoliste du 11 mars 1975, dont le fer de lance était alors, paradoxalement, la base des parachutistes de Tancos...

(4) Aujourd'hui chef d'état-major de l'armée de terre.

(5) Le major Costa Martins était ministre du Travail dans le Ve gouvernement.

(6) Cette alliance singulière entre les 9 et la droite militaire.

(7) MRPP : « Mouvement pour la reconstruction du parti du prolétariat », animé par Arnaldo Matos : l'une des deux ailes du maoïsme portugais, qui a pris ouvertement parti pour la droite militaire du 25 novembre. Tandis que l'autre tendance, celle de l'UDP (União Democrática Popular) demeurait proche du Front uni révolutionnaire de l'extrême gauche, et de la gauche militaire du Copcon.

(8) Alors chef d'état-major de l'armée. Remplacé depuis le 25 novembre par Ramalho Eanes, chef du commandement opérationnel « constitué dans l'ombre » à Amadora (Le Monde, 17 décembre 1975).

**Portugal  
Information**

**n° 3**

**est paru**

**Passez vos commandes**

# pouvoir militaire et socialisme au Portugal

Alors que les travailleurs portugais s'apprêtent à reprendre l'offensive, en particulier contre la hausse du coût de la vie et les atteintes aux conquêtes révolutionnaires (plus d'une quinzaine de grèves ont été enregistrées dans les derniers temps et d'autres s'annoncent), la « scène » politique est en remue-ménage.

C'est qu'il s'avère toujours aussi difficile de prétendre à une stabilisation démocratique bourgeoise d'une situation où, malgré les coups reçus, la révolution n'a pas été vaincue. Les divisions au sein du pouvoir s'accroissent, entre le Conseil de la révolution et le gouvernement (sur la question des salaires, de l'Angola, des prisonniers du 25 novembre...), et à l'intérieur même du Conseil (où les militaires « professionnels » cherchent à éliminer le groupe Melo Antunes, qui poursuit obstinément son projet d'une recomposition « a-partidaire » du MFA en alliance avec le PC et le PS).

Les partis bourgeois, le vent en poupe, tentent de capitaliser au maximum leur avance par des mobilisations de masse, des petits propriétaires du Nord en particulier ; ce faisant, ils cherchent à « casser » le PS et, en particulier, à briser son aile gauche dirigée précisément par Lopes Cardoso le ministre de l'Agriculture. Ce courant sans être, loin de là, révolutionnaire, se prononce pour une alliance avec le PCP, alors que la direction Soarès, refusant toujours

cette perspective, se prépare à marcher seule vers les élections, qui marqueront de toute façon son déclin.

Mais c'est dans l'extrême gauche que les effets du 25 novembre se font le plus sentir. Comme il fallait s'y attendre, les erreurs politiques profondes qui ont marqué son activité avant le 25 novembre, se paient et l'heure est au bilan.

Le bilan de plus de 20 mois de processus révolutionnaire concerne nombre de questions. Parmi elles, la question du MFA, de ses rapports avec l'armée, les partis, le mouvement des masses ; son rôle à la tête de l'Etat.

Un ouvrage récent de notre camarade Pierre Naville, pouvoir militaire et socialisme au Portugal (1), jette sur tous ces problèmes un regard nouveau, qui relancera le débat. Nous avons demandé à P. Naville d'apporter à TS quelques éclaircissements sur le point de vue qu'il défend dans son livre.

M.N.

(1) Aux éditions Anthropos, un vol. de 195 p, 25 F en vente à la librairie Syros, 9, rue Borromée PARIS 15<sup>e</sup>.

**TS :** Estimes-tu que c'est le MFA qui reste l'élément central de la révolution portugaise ?

**Pierre Naville :** Malheureusement, oui. Les événements de ces dernières semaines le confirment. Des différences et des oppositions existent entre officiers et entre soldats dans le MFA et dans l'armée en général, mais elles portent surtout sur la façon d'affirmer le pouvoir militaire. Les partis ont été liés au Conseil de la révolution pour le pacte signé avant les élections. La Constituante n'a encore aucun pouvoir et ne peut que délibérer. Les syndicats, et même les comités d'entreprise et de quartier, ne peuvent mettre le pouvoir militaire en cause qu'en paroles. Cette situation est aggravée du fait que le MFA tout entier proclamait qu'il veut « construire le socialisme », et élaborer un « pouvoir populaire ». Cette équivoque l'a conduit à se considérer comme un parti politique militaire.

**TS :** N'empêche que certains généraux ont cherché une collaboration avec les partis ou groupements révolutionnaires. Et en même temps des mouvements de soldats, comme le SUV, ont manifesté en faveur d'un pouvoir démocratique des travailleurs.

**PN :** C'est vrai. Cela exprime la difficulté qu'éprouve l'armée à stabiliser, à « institutionnaliser » son pouvoir comme le veulent ses chefs de droite, du centre, et même ceux de gauche, et comme tout le monde semble l'avoir accepté, au moins du bout des lèvres... Le Conseil de la révolution cherche à travers toutes sortes de soubresauts à obtenir la confiance, et même l'obéissance, des partis et du futur Parlement, sans parler des organes populaires.

**TS :** Tu ne crois donc pas que la gauche du MFA aurait pu se ranger ouvertement du côté de la révolution socialiste ?

**PN :** Pour y parvenir, il aurait fallu qu'elle limite son propre rôle, et prévoie même son effacement, au profit d'organes populaires démocratiquement élus, ce qui ne peut s'obtenir sans lutte. Cela suppose la constitution d'un front de classe et la régénération démocratique des organes de masse, ce qui entraînerait un changement d'orientation du PC, du PS, des comités populaires et des syndicats.

**TS :** Mais cela est-il possible étant donné la menace de droite, et même d'un retour en force du salazarisme ?



**PN :** Oui, c'est parfaitement possible. La grande bourgeoisie possédante portugaise, sinon internationale, est démantelée par la perte des colonies, par la nationalisation des grands trusts et des banques, par la fuite de grands propriétaires fonciers. Actuellement, c'est la réaction de la petite bourgeoisie, des couches moyennes de la campagne et des villes, des milieux commerciaux, qui est la plus dangereuse. Mais à une condition : c'est qu'elle trouve des répon-

dants dans l'armée, comme elle en trouvait dans le MFA lui-même. Il ne faut pas oublier que la majorité des soldats est formée de jeunes paysans et de petits bourgeois. La menace de droite n'est pas celle de l'ancien fascisme. C'est plutôt une menace du centre — et surtout du centre militaire. Si l'organisation du PC et celle des multiples groupes de la gauche populaire parvenaient à créer un front uni et démocratique avec les éléments travailleurs du PS, elles

pourraient en finir avec les ambitions militaires des officiers.

**TS :** Tout de même, une armée au pouvoir, que ce soit directement ou indirectement, exprime aussi les rapports de force sociaux dans le pays, la lutte des classes. On peut alors admettre qu'il y ait un courant d'officiers et de soldats prêts à aider la révolution.

**PN :** Il faut comprendre que des cadres militaires, surtout permanents, surtout éduqués dans des guerres coloniales, n'expriment pas du tout les forces sociales de la même façon que les syndicats, les comités ouvriers ou les partis socialistes et bourgeois. En outre, les différences entre les armées de terre, de mer et de l'air, sont plus technico-professionnelles que sociales. Il ne faut pas oublier non plus que l'armée portugaise, dans son ensemble, est partie intégrante de l'OTAN. C'est-à-dire que, pour sa stratégie générale, son approvisionnement, etc., l'armée portugaise est sous commandement américain. C'est une situation difficile pour des officiers qui prétendent faire la révolution socialiste.

**TS :** De ce point de vue, comment apprécies-tu les événements des 25, 26 novembre ?

**PN :** Ils n'ont fait que me confirmer dans le point de vue exprimé antérieurement dans mon livre : pour le moment, un coup de force de l'extrême gauche contre le centre du MFA ne pouvait conduire qu'à un échec. Quelques unités rebelles ont pris l'offensive en espérant déclencher un soutien massif d'autres unités et des travailleurs. Elles ont été déçues et réduites au silence en 48 heures. Le résultat de cette opération manquée ne s'est pas fait attendre : les soldats « de gauche » ont été licenciés par milliers et des officiers progressistes arrêtés par dizaines. Le président de la République et les chefs d'Etat-major ont assuré le pouvoir de l'armée par dessus la tête du MFA divisé.

Conclusion : le 12 décembre, le Conseil de la révolution a décidé de réaliser la dissolution du MFA dans l'armée tout entière. Ainsi ce sont les forces armées portugaises, les FAP, qui deviennent maintenant tout entières l'armature de l'Etat. Elles vont négocier une nouvelle forme d'alliance avec les partis politiques, et contrôler l'élaboration définitive de la nouvelle Constitution.

# « ... Rien n'est normal dans la révolution »

Coup sur coup et en moins de 15 jours, le peuple de France tout entier, et en particulier la classe ouvrière, a appris deux concepts fondamentaux. Le premier tiré du fond de tiroir stalinien, qui fait partie de la panoplie théorique du contre-révolutionnaire bureaucrate ouvrier depuis au moins 50 ans, est rejeté dans les ténèbres de l'abomination. Le second, qui fait partie de l'arsenal contre-révolutionnaire bourgeois depuis au moins quatre siècles et demi, est exalté, encensé.

Le premier est un concept double : dictature du prolétariat. En le vouant à l'enfer des petites phrases à pas dire, le camarade citoyen « moyen » Georges n'exprime pas tant son aversion pour la dictature que pour le prolétariat. La classe ouvrière, ça fait marxiste raisonnable, les travailleurs ça fait résolument jeune, dynamique et moderne, mais le prolétariat ! ça fait 68 hard-gauche, pue des pieds, immigrés, en un mot par normal.

## alerte...

« Le porno c'est facho, c'est contre les prolos », « ouvrier quand tu baisses, tu restes un militant », « ouvrier, ouvrière, soyez bien fiers de n'jouir que d'temps en temps », « femme, le peuple a besoin de ton ventre », « l'horreur que de penser, deux prolos peuvent baiser »... Cette litanie de mots d'ordre est offerte gratuitement à l'efficace service des mœurs du PCF, toujours prêt à se mobiliser contre la « déviance ».

Aujourd'hui, parce qu'un couple d'esquimaux lui a offert une crème glacée, Georges, l'anti dictateur antiprolétarien, condamne, réprovoque, dénie tout droit à la « perversion ».

Georges le sage trouve ainsi un terrain d'entente avec sa douce camarade Jeannette Thorez-Veermersch qui, au temps de sa splendeur « normale », traitait les militantes « contraceptées » de putains et ceux qui soutenaient le Planning familial de maquereaux.

## ... Ils sont pas normal (es)

Car nous n'étions point normaux, jeunes de dix huit ans à vouloir nous aimer. Car celles ou ceux qui parmi nous ne « régularisons » pas rapidement la situation étions pervers, maudits. Pire : mauvais communistes. Que notre désir de vivre et de jouir ait rejoint la révolution, Mai, l'a assez prouvé.

Et maintenant écoutez notre voix.

Vous n'avez jamais compris quoi que ce soit aux désirs des hommes et des femmes. Vous ignorez — sauf pour vous, et encore — le sens de la diversité profonde avec laquelle les humains esquivent, supportent, détournent, combattent l'aliénation du capital. Vous avez nié, oublié, combattu, réprimé, assassiné notre soif de bonheur ici et maintenant. Vous avez triché, salopé, détourné notre soif de dicter d'autres règles de vie, les nôtres, celle du prolétariat. Vous avez perdu, et votre morale de productiviste autoritaire se casse sur notre amour. Hors du PC ou dans le PC vous avez perdu.

Car enfin, la révolution ça n'est pas normal, le pouvoir des conseils ça n'est pas normal, refuser la vie d'esclave gavé, ou affamé, ça n'est pas normal.

Oui, rien n'est normal dans la révolution.

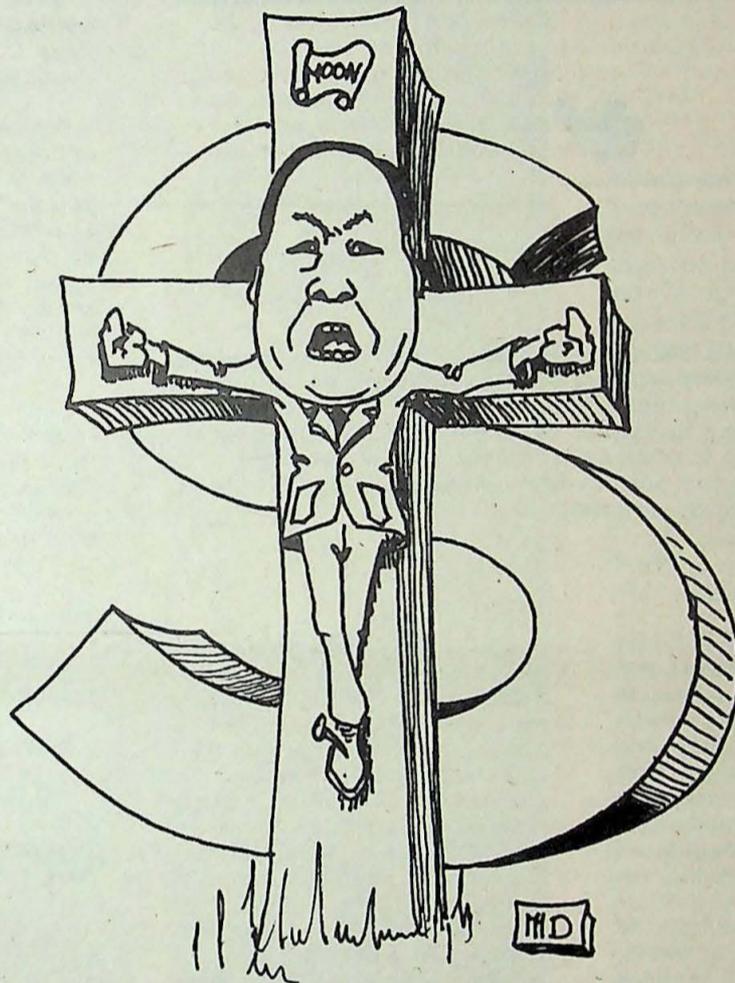
Mais pourtant, depuis que la société s'est constituée, il y a toujours eu des pervers, des dingues, des réfractaires pour crier d'abord, expliquer ensuite, qu'un autre ordre, un autre monde, était possible. Les fils du possible ont pour nom anormaux.

Jacques THIBAULT ■

# La secte Moon

Anticommunisme ? Oui. Abolition de la famille ? Non. La presse part en guerre.

Paradoxe : la grande presse vient de se trouver dans la pénible obligation de flétrir les agissements d'une organisation, la secte Moon, qui fonde son prosélytisme sur l'anticommunisme et la défense des valeurs morales. Du vrai pain béni pour Le Parisien Libéré, Le Figaro et L'Aurore si la petite excroissance française de cette église, qui compte paraît-il deux millions de fidèles dans le monde, n'avait pas poussé un peu trop loin le bouchon.



Passé encore, laissent entendre les commentaires, que les « moonistes » consacrent leur temps à chanter, à se recueillir, à lutter contre les impulsions sexuelles et la dégradation des valeurs de l'Occident. Mais qu'ils exigent en plus le désintéressement matériel et la rupture avec les familles, c'en était trop.

On nous a donc raconté que M. Moon, le père spirituel de ces illuminés, était Coréen, industriel, riche à millions, vivait aux Etats-Unis, chantait les louanges du régime politique de la Corée du Sud et était au mieux avec le Président Nixon avant sa démission. On a même insinué, c'est la mode, que les responsables de Moon avaient des relations très suivies avec certains secteurs de la CIA. Ce qui est d'ailleurs probablement vrai : pour les fanatiques de la centrale américaine, les excités de chez Moon sont une vraie bénédiction, de la défense de l'Occident-en-barres.

Que l'on nous les ait servis à toutes les sauces, sans même remarquer que ce qui leur était reproché pouvait s'appliquer dans bien des domaines à l'Eglise catholique, n'est qu'une première curiosité. La seconde : on

aurait voulu en faire des martyrs que l'on ne s'y serait pas pris autrement. Mais je fabule, bien sûr...

Reste enfin qu'il est permis de se demander quelles foudres aurait déclenché Poniatowski si des journaux et des familles avaient révélé qu'une organisation d'extrême gauche pouvait être soupçonnée d'avoir détourné une jeune fille (majeure) du droit chemin. Dans le cas de Moon, il paraît que l'on n'a pas trouvé le moindre petit article du Code pour aller voir ce qui se passait dans les châteaux et autres maisons où ces doux dingues font retraite. La secte eut-elle été de gauche que l'on aurait parlé de bacchanales et de partouzes.

Si l'on ne peut rien faire contre ces gens, tant mieux. Et qu'on les oublie le plus vite possible. On ne va quand même pas se faire du mouron pour un (petit) millier de rêveurs agités alors qu'il reste les Républicains indépendants, l'UDR, les centristes et la droite traditionnelle à se farcir. Sans compter d'autres que le sens de mes responsabilités politiques m'empêche de nommer.

Claude-Marie VADROT ■

# LES MOUVEMENTS D'EMANCIPATION NATIONALE / A. NIN

## Profondément novateur

SYROS



Le problème des minorités nationales est de nouveau au cœur des contradictions d'un certain nombre d'Etats européens. La bourgeoisie française croyait l'avoir anéanti. Mais pas qu'elle. Le mouvement ouvrier français accepte à la rigueur de reconnaître l'existence de ces problèmes et, du coup, la nécessaire reconnaissance du droit à l'autodétermination d'un certain nombre de minorités nationales. À la condition qu'elles manifestent leur existence à l'étranger.

Grave ennui. Un certain nombre de minorités nationales existent sur le territoire français. Elles se manifestent. Elles recherchent — non sans confusion — à s'exprimer d'abord, à s'organiser ensuite. Le pouvoir ne s'y est pas trompé qui, en Corse, en Bretagne, en Occitanie, en Pays Basque, recourt à toutes les formes de répression. La Cour de sûreté de l'Etat s'est saisie de dossiers, tout aussi vides que ceux des soldats, concernant des militants corses et bretons. Ailleurs, il cherche à briser la solidarité toute naturelle qui peut exister entre basques ou catalans des deux côtés des Pyrénées.

Bref le pouvoir, comme une large partie du mouvement ouvrier français, refuse de reconnaître le droit à l'identité pour les minorités concernées.

Que le pouvoir centralisateur et jacobin de la bourgeoisie française en soit là, n'étonnera que des naïfs. Que le mouvement ouvrier, et en premier lieu le PCF, continuent à se tenir sur les mêmes positions, pourrait être désespérant, si l'on ne savait qu'au sein même du mouvement ouvrier, dès Marx et même avant, la question a toujours soulevé d'immenses difficultés. Elle a toujours été résolue dans le bon sens, cependant.

Publié en catalan, en 1935, le livre d'Andres Nin (1) cherchait déjà, à contre-courant, à mettre en lumière, par rapport à la situation espagnole de l'époque (et d'aujourd'hui ?), tout ce que ces mouvements d'émancipation nationale avaient non seulement d'irréparable, mais aussi et surtout de progressif.

La question est encore plus vivement à l'ordre du jour aujourd'hui. Et du coup, ce livre de référence, dont l'énorme mérite est d'avoir sans complaisance rendu compte des débats, des hésitations, des erreurs, des polémiques au sein du mouvement ouvrier sur la question nationale, nous aide en même temps à éviter et les raccourcis et les impasses.

A l'image même de ce qu'il était, Andres Nin, dans son ouvrage, évite toutes les attitudes dogmatiques, rend justice à Bakounine, montre les faiblesses de Rosa Luxembourg, les hésitations et de Marx et de Engels, le tournant décisif de Lénine, et tombe pour partie (le livre est écrit en 1935) dans l'illusion par rapport à ce qui était inscrit dans la Constitution soviétique.

Mais dans le même temps, il cerne parfaitement la problématique de tous les mouvements d'émancipation nationale.

Droit à l'autodétermination des minorités nationales concernées (y compris le droit à la séparation), mais aussi nécessaire clarification en termes de lutte de classe, qui permettent d'appuyer, voire de susciter, des revendications nationales, sans tomber pour autant dans les illusions nationalistes.

Ecrit dans le langage de l'époque, le livre de Nin peut parfois irriter. Le système de références est strict. Il faisait partie d'un rituel aujourd'hui dépassé. Mais une fois l'ouvrage achevé, on s'aperçoit qu'il est profondément novateur, et que désormais on sera obligé de s'y référer, si l'on veut éviter de dire n'importe quoi à propos des minorités nationales.

C'est dire que ce premier livre, de la collection Histoire et Politique lancée par les Editions Syros, marque un moment fort pour nos réflexions, et pour notre action. Souhaitons qu'il en soit de même pour les suivants.

Christian GUERCHE ■

(1) Préfacé par Yvan Craipeau, le livre comporte aussi un essai biographique sur Andres Nin, de Willebaldo Solano, qui permet de mieux mesurer ce qu'était ce militant éminent, qui aura beaucoup manqué à l'Espagne après son assassinat par la police stalinienne.

En vente aux éditions Syros 9 rue Borromée 75015 au prix de 24 F. Commandes groupées à partir de 5 exemplaires 25 % de réduction franco. CCP 1970 628

# Une bibliographie de la révolution

Que lire (1) ? pour savoir  
Que faire ? Y-a-t-il une  
question de trop ? Faut-il  
vraiment « lire » pour « faire » ?  
Pas nécessairement, pourrait-on  
dire. Et il est vrai que ce ne sont  
pas les livres qui « font » l'action.  
Mais alors ? Pourquoi lire et « que  
lire ? ». Les luttes d'aujourd'hui,  
les débats qui traversent le mou-  
vement ouvrier d'aujourd'hui, les  
problèmes qui apparaissent dans  
l'action d'aujourd'hui, naissent-ils  
vraiment aujourd'hui ?

Les débats sur les objectifs, sur  
les voies, sur les obstacles et les  
contradictions, sur les moyens et  
formes de luttes (2) de la révolu-  
tion socialiste sont nés avec le  
mouvement ouvrier lui-même et,  
à ne pas connaître les experien-  
ces et la tradition de la lutte poli-  
tique de classe, on risque fort de  
voir les mêmes échecs se répéter  
et, plutôt que de progresser, voir  
le mouvement révolutionnaire  
bégayer.

C'est parce qu'ils étaient  
conscients que « sans théorie  
révolutionnaire il n'y a pas de  
mouvement révolutionnaire »  
(Lénine) qu'une équipe de mili-  
tants marxistes vient de mettre au  
point une « bibliographie de la  
révolution », qui aidera les mili-  
tants à lire et à savoir « que lire »

Dans cet outil indispensable,  
« enfant tardif de Mai » comme le  
nomment les éditeurs, on trou-  
vera, sur l'essentiel des questions  
controversées dans le mouve-  
ment ouvrier, des notes de lectu-  
res, des fiches bibliographiques,  
des indications générales qui mé-  
ritent que cet ouvrage devienne  
un instrument de travail essentiel  
pour tous les militants révolu-  
tionnaires.

M.N.

(1) Que lire, un volume de 260 p  
aux éditions EDI, 39 F, en vente à  
la librairie Syros, 9, rue Borromée  
PARIS 15<sup>e</sup>.

(2) Ce sont les thèmes des princi-  
aux chapitres du livre.

## Une nouvelle revue espagnole

TRIBUNA SOCIALISTA, revue de critique marxiste espagnole, reparaît après plusieurs années de silence sous la responsabilité d'un groupe de camarades du POUM. Au sommaire du n° 1 sur la situation en Espagne ; la révolution portugaise ; documents du comité de liaison des marxistes révolutionnaires espagnols (POUM, Lucha Obrera, Accion Comunista...) etc.

On peut se procurer la revue en écrivant à Tribuna Socialista, 9, rue Borromée Paris 15<sup>e</sup>. En vente à la Librairie Syros, même adresse.

**TEP** théâtre national  
direction Guy Rolon  
du 6 février au 28 mars  
**Don Juan  
revient de guerre**  
d'Odon Von HORVATH  
mise en scène Marcel BLUWAL  
17 rue Malte-Brun PARIS 20<sup>e</sup>  
M° Gambetta - Tél. 636.79.09

## Pliouchtch libéré

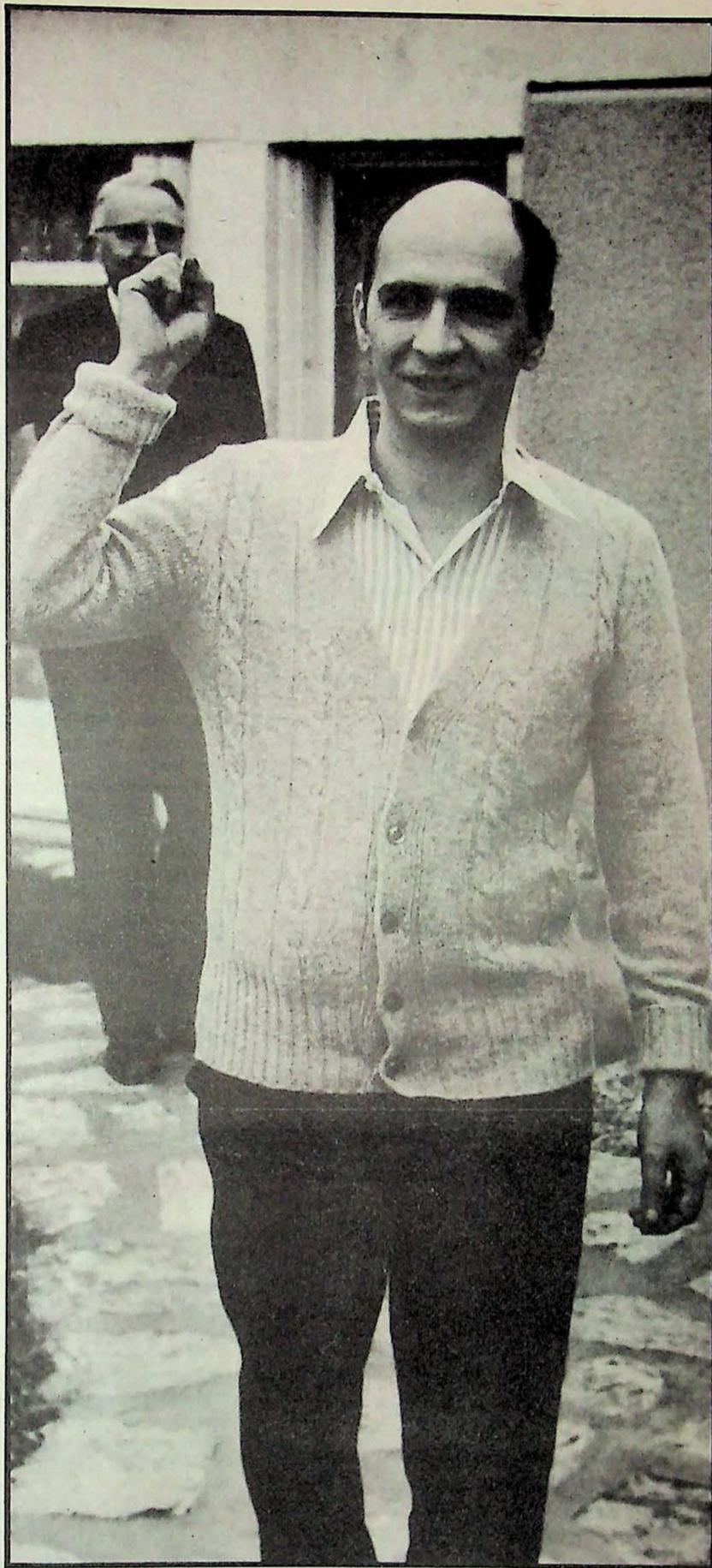
### ce n'est qu'un début...

« Si toutes les forces internationales de la gauche unissaient leurs efforts... » Cette unité des forces de gauche contre la répression en URSS et dans les pays de l'Est, Léonid Pliouchtch la souhaite et la croit possible. Le prochain congrès du parti communiste français devrait nous dire, dans les jours qui viennent, si cette unité-là est possible, ici, en France.

« Il s'agit de briser l'être humain, de détruire sa volonté de résistance. J'ai constaté moi-même avec horreur, quotidiennement, la progression de ma dégradation intellectuelle, morale et affective ». Léonid Pliouchtch a résisté. Aujourd'hui, il se souvient, et témoigne. Un témoignage accablant pour le régime soviétique, mais qui, pour l'instant, n'ajoute rien à ce qu'avait pu nous dire, déjà, par écrit, Boukovsky.

La nouveauté est ailleurs. « Marxiste de conviction », Léonid Pliouchtch se prononce pour un « communisme à visage humain », tel celui qui avait pu s'esquisser lors de l'éphémère Printemps de Prague. Respectant et estimant Soljenitsyne, Pliouchtch n'en partage pas pour autant ses idées politiques, lui qui pense que le stalinisme, le « capitalisme d'Etat » soviétique, n'est qu'« une dénaturation de type thermidorien et bonapartiste de la révolution d'octobre ». Il ne sera pas aussi facile d'écarter ce témoignage sous le fallacieux prétexte qu'il émanerait d'un « chantre de la réaction ».

En parlant de ses compagnons de Dniepropetrovsk, en lançant un appel pour sauver Mustapha Djemilev qui en est à son septième mois de grève de la faim, mais aussi Vladimir Boukovsky, Valentin Moroz..., Pliouchtch a fixé un but concret à la solidarité. Reste, au-delà des dé-



clarations de principe, à l'organiser concrètement, et à en finir une bonne fois pour toutes avec le vieux tabou du parricide. La révolution d'octobre a enfanté d'un monstre. Ce

monstre n'est pas de la famille. Alors, à quand la première manifestation de rue pour en sauver les victimes, et libérer nos camarades ?  
G.P. ■

## Grand' peur et misère d'une société

Allant droit à l'essentiel, un jeune metteur en scène d'aujourd'hui, Jean-Claude Fall, regarde comment dans des sociétés dont la nôtre pourrait être, des hommes de toutes les classes sociales sont atteints par cette gangrène de l'être qu'est la peur collective.

Sa science des individus, il l'emprunte à Brecht et à *Grand'peur et misère du IIIème Reich*, écrit en 1938. Ce qui, pour Brecht, appartenait au vécu, appartient pour Jean-Claude Fall à l'histoire, mais leur démarche est la même. Il s'agit de voir comment le nazisme, naissant ou installé, dissout les volontés avec d'autant plus de force que la menace qu'il représente s'adresse d'abord à l'imagination. Avant d'être suspect, l'individu s'imagine suspect, a l'impression de l'être et se comporte, sans qu'une oppression précise pèse sur lui, comme une victime désignée. Mais, dans la mesure où il accepte dès lors tous les compromis, et d'abord celui du silence, il est un oppresseur en puissance.

Dans le spectacle de Jean-Claude Fall (1), un homme X est tué d'un coup de couteau. On ne sait qui a tué. Mais tous ceux qui, par leur immobilité et leur silence, ont participé au meurtre sont, ce professeur, ce médecin-chef d'hôpital, cet ouvrier qui, dans les sketches de Brecht, ont craint la dénonciation d'un voisin ou d'un fils, rejeté un ami, abandonné leur femme. Jean-Claude Fall s'attache à la mise en lumière des processus : comment intérieurement devient-on l'instrument d'un fascisme quotidien ? En gommant tout pittoresque proprement allemand, il donne à l'interrogation de Brecht une beaucoup plus vaste portée : c'est une pièce où venir réfléchir sur les dangers qui nous menacent tous.

Dominique NORES ■

(1) Théâtre Mouffetard à Paris, à 20 h 30.

## Le sens de notre solidarité

Dans sa dernière partie concernant les « tâches internationalistes » du PSU, la résolution adoptée par le Conseil national de Colombes sur les problèmes internationaux (22-23 novembre 1975) affirmait sans prendre position sur le fond, c'est-à-dire sur la nature exacte du régime soviétique, notre solidarité aux peuples en lutte d'URSS et des pays de l'Est européen. Nous reproduisons ici le texte qui leur est consacré.

*Le PSU, qui a soutenu en 1968 la lutte du peuple tchécoslovaque et en 1970 la lutte des travailleurs polonais de Gdansk pour un socialisme des conseils, estime que l'articulation de la lutte de la classe ouvrière et des peuples de ces pays avec la lutte pour le socialisme autogestionnaire en Europe occidentale contribuerait à leurs victoires respectives.*

*Face à la répression étatique, le PSU affirme sa solidarité avec tous ceux qui, quelles que soient par ailleurs leurs options politiques, que nous pouvons désapprouver, luttent dans ces pays pour l'établissement et le respect des libertés d'expression, de réunion, d'association, contre la persécution des minorités nationales... Il apporte par ailleurs un soutien politique spécifique à tous ceux qui, dans ce cadre, luttent dans la perspective du socialisme (Grigorenko, Pliouchtch, Medvedev en URSS, l'opposition socialiste tchécoslovaque...)*

# 15 FEVRIER 10 HEURES PLACE DE LA REPUBLIQUE départ de la marche nationale pour la libération des soldats et militants emprisonnés



## écrivez-leur

Depuis deux mois, huit camarades restent emprisonnés pour « atteinte au moral des armées ». Leur écrire constitue un acte politique de solidarité. Mentionner détenu politique, Cour de Sécurité de l'Etat. Faites attention et n'oubliez pas que le courrier est ouvert.

**Prison de la Santé :** 42, rue de la Santé 75624, CEDEX 14 :

JULLIEN Bertrand n° 182448 - Cellule 77 D 1 - HOUSSIN Yann n° 182408 - bloc 1 - cellule 1.

**Prison de Fresnes :** avenue de la division Leclerc 94251 FRESNES :

JUSSIAUX Gérard n° 652163 - cellule n° 6 - Div. 3 - STAMBOULI Jacques - OGER Michel - TOUATI Ali

**Prison de Fleury-Mérogis :** 27 avenue des Peupliers 91700 - Sainte-Geneviève-des-Bois :

BAUDOIN Claude n° 49664 - M 3 2 J D 5 - MARCOUX Maryvonne n° 1387 - C 6 D 5 E Prison de femmes.

## A retenir...

Mardi 10 février à 20 h à la Mutualité deux débats parallèles organisés par **Information pour les Droits du Soldat (IDS)** :

- **la liberté et le syndicalisme militaire** avec **Madeline Rébérioux** (Ligue des droits de l'homme), un **magistrat syndiqué**, un **membre d'IDS de Besançon**, **Claude-Weidman** (de Chaumont), **Jean Rabaut** (auteur de « L'antimilitarisme en France »), **Michel Abrahamian** (syndicaliste aux PTT, signataire de l'appel des 100), **Denis Berger** (CDA).

- **l'armée en crise** : avec **Alain Joxe**, **Pierre Naville**, **J.P. Phélouzat** (BN d'IDS), **Jean Planchais** (journaliste au Monde), le **capitaine Delas**, le **général de la Bollardière**, **J.J. de Felice** (MAJ), **Alain Robs**.

A 23 h : déclaration de **Vincent Sargel** (secrétariat IDS) sur les perspectives du mouvement des soldats - Déclaration d'un inculpé.

## Vient de paraître

**Le soldat** (organe d'IDS)

Des échos des casernes, le point sur le mouvement de lutte dans l'armée, une lettre de Bertrand Jullien, des articles sur la répression...

prix 2 F — Toute commande groupée : 1,50 F

**La lutte pour un syndicat de soldats**

Une brochure d'IDS aux Editions Maspero.

prix 5 F — Toute commande groupée : 4 F

Passez vos commandes à IDS - BP 112-75825- Paris-Cédex 17. En vente à SYROS 9, rue Borromée Paris 75015.